

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

SAMEDI 31
JANVIER
DIMANCHE 1er
FEVRIER

1976

N° 98

1,50 F

Belgique : 15 F
Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

SOMMAIRE

- p. 3 : une odeur de pétrole en mer d'Iroise
- p. 3 : Mérieux, pour lui, le sang c'est de l'argent
- p. 4 : Solmer, non à la fermeture
- p. 5 : à propos de la lutte au Parisien Libéré : le PCF et «l'aventurisme»
- p. 6 : Renault la grève des peintres, une grève populaire
- Espagne : la police «libérale» charge les enfants
- p. 7 : sidérurgie travailler de nuit le samedi, ça suffit !
- p. 8 : Djibouti, quelle indépendance ?
- p. 10 : la vie du journal
- p. 11 : feuilleton Etoile Rouge sur la Chine
- p. 12 : Angola : USA et URSS en difficulté
- Sahara : après l'agression marocaine, la lutte du peuple sahraoui continue

A LA VEILLE DU 22^e CONGRÈS DU P«C»F

REJETER LES ILLUSIONS

A la veille de l'ouverture du XXII^e congrès du PCF, le débat sur la dictature du prolétariat, porté sur la place publique n'est pas clos. La direction du PCF s'est pourtant employée, avec acharnement, à présenter de ce parti une image unanime : celle de militants rejetant la nécessité, pour la classe ouvrière, de construire son pouvoir contre la bourgeoisie, sous la forme d'une dictature qui ne laisse à cette dernière aucune chance de restaurer sa domination. Mais les dirigeants du PCF n'ont pu atteindre leur but ; le coup de force de Marchais, engageant à la télévision le parti tout entier sans la moindre discussion a souvent été ressenti comme intolérable. Même dans les conférences fédérales, où la direction s'arrange pour éliminer toute opposition véritable, les abstentions ont été notables, ainsi que les votes contre. Il en a été ainsi dans le val de Marne, dans les Alpes Maritimes, en Gironde par exemple. On n'avait jamais vu cela dans un

congrès révisionniste. Et le désaccord à la base est encore plus important : des militants se disent encore partisans de la dictature du prolétariat.

De même, le débat autour de la dictature du prolétariat est aujourd'hui largement engagé dans les masses. C'est le moment de faire le lien intime entre l'abandon du PCF et sa nature. Ce renoncement, en effet, n'est pas une erreur, une péripétie. Il faut le replacer dans l'histoire des reniements successifs de Thorez à Marchais. Le révisionnisme, cette idéologie bourgeoise qui mine le combat de la classe ouvrière de l'intérieur, a triomphé dans le PCF. Le passé révolutionnaire du PCF ne peut plus aujourd'hui faire illusion : les dirigeants actuels sont définitivement engagés dans une voie contre-révolutionnaire. S'ils abandonnent toute référence aux principes, bien sûr, tout en essayant de se composer des visages de marxistes, en proclamant leur fidélité au tout en essayant de se composer des visages de marxistes, en proclamant leur fidélité au communisme. Mais il n'y a là qu'un aspect : le critère de la pratique, des faits quotidiens, les condamne depuis longtemps comme de faux communistes. Partout, en France, le PCF stérilise les luttes là où il le peut, il se fait le complice de Giscard en lâchant les soldats et militants emprisonnés. Toute sa stratégie nie la révolution :

c'est une lutte pour aménager le capitalisme, en renforçant le secteur d'Etat, en aménageant l'armée et la police, sans les détruire pour les remplacer par des appareils prolétariens. Les alliances les plus vastes que nouent les dirigeants du PCF noient la classe ouvrière, dévoient ses intérêts fondamentaux, et la transforment en masse de manœuvre électorale, dont ils voudraient se servir pour porter au pouvoir de nouveaux politiciens bourgeois, qui perpétueront le système.

Ainsi les militants au sein du PCF qui croient encore à la possibilité de le transformer, ou qui s'abusent sur sa vraie nature doivent ouvrir les yeux. Si Marchais hait si fort la dictature du prolétariat, c'est qu'il ne veut pas détruire la dictature de la bourgeoisie. C'est qu'il tourne le dos à la révolution.

Les travailleurs de base du P«C»F, ceux qu'il influence s'interrogent fortement aujourd'hui. Aux communistes révolutionnaires d'engager largement la discussion avec eux, de tirer avec eux toutes les conclusions sur la nature du P«C»F. Il ne peut y avoir d'avancée dans la lutte pour la révolution dans notre pays, sans lutte conséquente contre les idées du PCF : il est possible de rallier aujourd'hui à la cause du socialisme de nombreux militants trompés de ce parti, aujourd'hui désemparés. Les vrais communistes s'y emploieront.

SIDERURGIE EN LUTTE

- 8 semaines aux aciéries de Pompey contre les samedi de nuit (page 7)
- 5 semaines à SOLMER, contre le lock-out (p 4)



baisse de la tension
algéro-marocaine

le Front Polisario
poursuit sa lutte
contre l'agression
marocaine
voir page 12

CATALOGNE COMBATTANTE

lire en page 2 le début
de notre reportage

REPORTAGE

CATALOGNE COMBATTANTE

le chant de Barcelone -1-

A partir de Blanes et sur une cinquantaine de kilomètres, le Paris-Barcelone longe la Costa Brava. En ce mois de janvier, plus qu'à la saison d'été, on peut comprendre ce que signifie «l'industrie» touristique pour les travailleurs de Catalogne : un véritable rideau de résidences secondaires, d'hôtels de luxe s'élève entre nous et la mer, partout volets clos, piscines vides, chambres mortes... Il fait un temps magnifique et ce

dimanche matin, le peuple s'est réapproprié ce qu'on lui vole l'autre partie de l'année : des groupes de pique-niqueurs ont planté de loin en loin leurs cannes à pêche, d'autres jouent au football. Mais cette liberté du week-end n'est pas moins surveillée que le reste de l'Espagne. C'est sur une de ces plages que nous avons vu nos premiers gardes civils de l'année, bicorne et long fusil, ils font une ronde de routine.

Barcelone. Ce qui frappe d'abord, c'est comment la politique s'étale dans les rues. La ville est couverte de macarons aux couleurs fascistes - tous plus ou moins rageusement griffonnés qui proclament «Juan Carlos 1^{er} rey de Espana». Mais les journaux portent des titres nouveaux. La première page de «Cambio 16» est la photo d'une manifestation ouvrière avec, en gros caractères rouges : «défi au gouvernement». La photo et les déclarations des principaux dirigeants de l'opposition s'étaient dans les pages intérieures, apparemment sans grande retenue. On voit aussi le portrait de Francesc Macia, premier président de la Généralité de Catalogne, sur les grands kiosques de la Rambla cela fait presque oublier la photo du pantin qui pose à 50 exemplaires pour l'album de famille.

Tout cela bien entendu à ses limites et c'est en lisant «El Correo Catalan» que j'apprends l'arrestation du président de l'association de voisins de Sant Andreu et l'ex-

pulsion des grévistes de la banque qui occupait l'église du quartier.

DES PROMENEURS MILITANTS

Avant tout, il y a le peuple et cette semaine, il n'y a pas besoin de chercher pour le voir se manifester. A Barcelone, il y a toujours un monde fou dans les rues, spécialement sur les «Ramblas» qui sont noires de monde du matin au soir, beaucoup de jeunes arborent des vêtements marqués aux couleurs catalanes : longues écharpes, bonnets, même des brassards sur des pull-overs. Et 4 bandes rouges sur fond jaune, ça se voit de loin.

En plus, le dimanche soir, il y a les excursionnistes qui rentrent. En Catalogne, il y a un mouvement excursionniste qui a toujours eu un contenu patriotique : il ne s'agit pas seulement de sortir à la campagne mais d'aller à la découverte de son pays. Lorsque nous avons débouché sur la place Sant Jaume où ils se donnent rendez-vous, il y avait peut être 600

personnes et au beau milieu 300 jeunes qui se tiennent par les épaules en chantant en catalan «le chant des adieux», une ambiance de kermesse sympathique. Mais bientôt le groupe se dissout, et maintenant, on chante «l'Estaca», une chanson de Lluís Llach qui est devenu un peu l'hymne de la jeunesse catalane et qui est presque toujours interdite en public et puis «Els Segadors» (les moissonneurs) l'hymne national catalan !

Il y a certainement bien longtemps qu'on n'avait plus chanté «Els segadores» sur cette vieille place dont les bâtiments ont abrité le gouvernement de la généralité et qui a vu, deux fois, la proclamation de la République Catalane. «Que tremble l'ennemi en voyant notre drapeau, comme nous faisons tomber les épis d'or, le jour venu, fauchons nos chaînes !». Il y a une volée de tracts et les jeunes partent en manifestation sur les ramblas, en criant «visca Catalunya lliure !» (vive la Catalogne libre), ce soir, ils se dissoudront rapidement.

LES GRISES, BIEN PRÉSENTS

Un jeune excursionniste nous explique : «ça se passe comme ça depuis plusieurs semaines et, tous les dimanches soir, il y a une manifestation rapidement dissoute par la police armée. Moi, je suis du PSUC (le parti révolutionnaire en Catalogne) et nous ne sommes pas d'accord avec cette manière de faire, c'est dangereux, il y a des gens qui sont venus là pour autre chose...». C'est vrai que la grande masse des gens présents ne s'associe pas, mais nulle hostilité dans leur attitude, plutôt une prudente neutralité, on observe avec sympathie mais on ne sait pas trop ce qui peut en sortir. C'est que les grises sont bien là, discrets mais présents.

Aujourd'hui, le peuple se saisit des moindres occasions pour s'exprimer, la semaine précédente, après le match de football Barcelone-Madrid, 2500 personnes ont manifesté dans le centre avec des drapeaux catalans. Le lendemain, une colonne de 2000 personnes déambulent sur les trottoirs. Ce sont les ouvriers et employés de la «catalane du gaz» qui vont appuyer leur délégation au siège du syndicat vertical. Plusieurs ont un brassard noir, ils m'expliquent en riant

qu'ils portent le deuil de la convention collective ! L'ambiance est assez détendue, une jeep de la police surveille le manège, mais n'intervient pas.

LE PEUR QUI S'EN VA

J'interroge deux jeunes de la Compagnie : «Avant, c'était impossible, la police chargeait mais maintenant, ils le tolèrent jusqu'à un certain point. Par exemple, si on



manifeste sur la chaussée, si on crie des slogans, s'il y a une banderolle, c'est considéré comme une manifestation violente. Mais la semaine dernière, les ouvriers de plusieurs usines en greve ont tenté de se joindre au siège du syndicat et là ils ont frappé très fort, il y a eu des blessés».

En effet, pour accréditer la thèse du changement le régime a besoin d'apparaître moins dur, mais il ne cède rien en réalité et interdit implacablement toute manifestation qui devient un peu trop dangereuse. Trois jours plus tard, nous en avons eu la confirmation, 400 employés de banque étaient massés sur le passage de Gracia, près de la Plaça Catalunya.

Devant, une seule pancarte : «réadmission des licenciés». Applaudis par les passants, ils marchent vers un restaurant proche où déjeune le président de la banque de

Reportage de Frédéric FERRER
Lundi, la suite de notre reportage :
EN ATTENDANT L'AMNISTIE: «XIRI»

C'est Montserrat, une jeune lycéenne qui m'a raconté ce qu'il est arrivé le jour de la mort de Franco : il y a eu une concentration sur les ramblas, peut être 5 000 personnes se sont rassemblées, en silence. Il y avait des flics partout, mais ils ne faisaient rien. Et puis, les fascistes sont intervenus. C'était les fameux guerrilleros du Christ-Roi. Ils accrochaient les gens et ils leur disaient de lever le bras et de crier «Arriba España !». S'ils ne l'avaient pas fait, inutile de dire ce qui se serait passé.

Ils ont fait ça à mon ami qui était venu avec moi, mais je n'ai pu rien dire ni rien faire, parce que, dans mon dos, il y avait deux guises avec leur mitraillette.

Santander. Il a fallu à peine cinq minutes pour qu'on entende la sirène des flics. Une charge énergique, casque et matraque, et il n'était plus question de déranger la digestion de ces messieurs.

Le lendemain, il y avait une «convergence musicale» prévue au palais des sports, l'association des amis de l'ONU que l'on dit liée à la démocratie chrétienne catalane et, à l'occasion de l'opposition démocratique-bourgeoise - invitait toute une série de groupes et de chanteurs catalans au profit de «la campagne contre la faim». Dans ce genre de manifestations, tout ce que Barcelone compte de jeunes antifascistes a l'habitude de se concentrer. La semaine précédente le spectacle de Lluís Llach s'était terminé en manifestation. Tout le Baix-Llobregat (la grande banlieue) en greve, la banque aussi... Le gouverneur civil a vu le danger et on apprenait la veille que la «convergence» était interdite, tout simplement...

POUR LE REGIME : APPARAÎTRE MOINS DUR

Pourtant, le fait majeur qui éclate à travers toutes les discussions que nous avons eu, c'est que maintenant les gens ont moins peur. Pas dupe un seul moment du «libéralisme» de Fraga et des autres, ils profitent de tout ce que lui permet l'oligarchie en crise pour s'exprimer. On sait bien que la loi «anti-terroriste» est toujours là mais, après la grande vague de terreur qui s'est abattue, on sait, on espère que le régime n'en a plus pour longtemps, et on lutte.

Pour dire ça, il y a un poème de Raimon, le grand chanteur catalan, du pays valencien.

«Terre poussiéreuse et vieille
Où croissent de nouvelles mains
Où des milliers et des milliers de bouches se disposent à parler
Depuis les quatre fleuves de sang».

Frederic FERRER

CATALOGNE UN PEU D'HISTOIRE

La Catalogne n'a pas toujours été intégrée au reste de l'Espagne, au Moyen-Age, c'était un Etat très puissant et même expansionniste puisqu'il avait établi des comptoirs dans toute la Méditerranée.

Même après le mariage de Ferdinand et d'Isabelle et l'union des deux couronnes de Castille et d'Aragon, la Catalogne avait conservé ses libertés. A plusieurs reprises elle dut lutter pour les défendre notamment lors de la guerre de 30 ans, les paysans se soulevèrent pour chasser les troupes étrangères qui ravageaient leur sol et c'est dans ces événements que prend racine le chant national «Els Segadors».

En 1714, avec Philippe X, le premier des Bourbons, petit-fils de Louis XIV, la Catalogne perdit ses libertés. Par la suite, son influence déclina d'autant plus que le monopole du commerce avec l'Amérique restait concédé à Cadix privant ainsi Barcelone de possibilités de développement. Les catalans ont participé à toutes les luttes du peuple espagnol notamment la guerre d'indépendance contre l'invasion napoléonienne mais c'est au XIX^e siècle que devait renaître le sentiment national catalan.

La culture s'affirmait avec toute une floraison de poètes et la restauration de la langue codifiée par Pompeu Fabra. Sous la présidence de Prat de la Riba, représentant de la bourgeoisie catalane, un premier statut d'autonomie était accordé, mais la «mancomunitat» devait être abolie par le dictateur Primo de Rivera.

Avec la 2^e République, les Catalans devaient conquérir un nouveau statut, celui de la «généralité», Francesc Macia en fut le premier président suivi par Lluís Companys qui devait mourir fusillé par les franquistes.

Pendant toute la guerre civile, le peuple catalan, classe ouvrière en tête, a lutté contre le fascisme et pour ses droits nationaux. Après la défaite de la République, Franco s'est attardé à détruire tout ce qui représentait son identité nationale et en premier lieu la langue. Aujourd'hui, son échec est évident.

L'ESTACA - Le Poteau

LLUIS LLACH

1 - Le vieux Siset me parlait
De bon matin à sa porte
Pendant que nous attendions le soleil
Et que nous voyions passer les chariots.
Siset ne vois-tu pas le poteau
Où nous sommes tous enchaînés ?
Si nous ne pouvons nous en défaire
Jamais nous ne pourrons avancer !

Et bien longtemps ne durera
C'est sûr qu'il tombera
Il est déjà bien pourri.
Si je le tire fort par ici
Si tu le tires fort par là
C'est sûr qu'il tombera
Et nous pourrons nous libérer

R - Si nous tirons tous il tombera

Segur que tomba, tomba, tomba
I ens podem alliberar

INFORMATIONS GENERALES

UNE ODEUR DE PETROLE EN MER D'IROISE

Une odeur de pétrole en mer d'Iroise ? Jusqu'à présent, les recherches opérées non loin des côtes du Finistère (au large de l'île de Sein, et de Ouessant) n'avaient rien donné. Le deuxième forage qui a pris le nom du récif Lenkett il y a un mois et demi a mis à jour avant-hier, quelques traces de présence d'hydrocarbures.

La recherche pétrolière sur le littoral n'est pas un procédé bien nouveau. Les Etats Unis, très soucieux de disposer constamment d'une «réserve stratégique» de pétrole, la pratiquent depuis longtemps et utilisent aujourd'hui ce pétrole tiré des fonds sous-marins. En France, c'est dans le Golfe de Gascogne qu'ont commencé des recherches avec la plate-forme 81 en 1965. La Grande-Bretagne, de son côté, a opéré les mêmes recherches en mer du Nord, et y a trouvé de très importantes réserves, dont

l'exploitation a commencé récemment.

La prospection s'est dirigée vers l'Ouest du Finistère - ce qu'on appelle «mer d'Iroise» est compris entre la pointe du Raz et la pointe St Mathieu - car l'histoire géologique de cette zone paraissait propice à de telles découvertes. Le lancement de cette recherche, avec la nouvelle plate-forme 84 visait aussi en principe à tendre vers l'indépendance énergétique de la France. Mais il semble que dans les meilleures hypothèses,

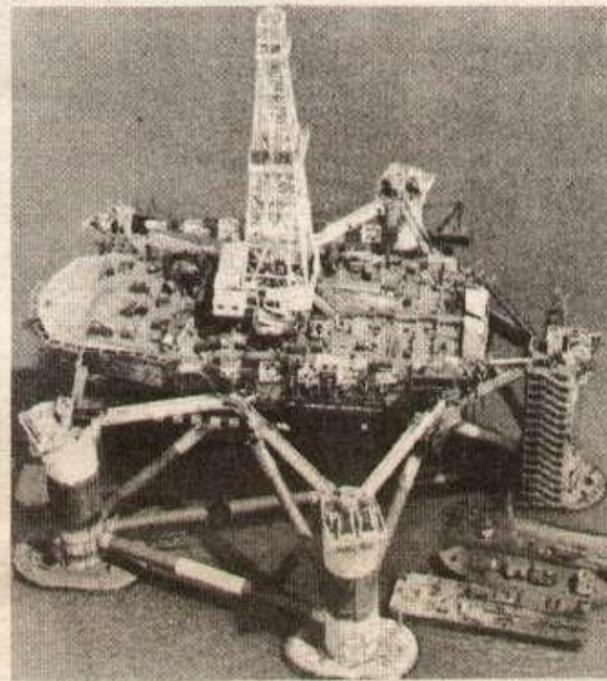
la faible étendue de ce plateau continental breton ne puisse contenir qu'une faible quantité de pétrole ou de gaz, en regard de la mer du Nord, par exemple.

En fait les recherches menées par la SNPA pour le compte d'un holding regroupant Elf Erap, Total, BP et Shell, visent plus à rentabiliser par une exploitation immédiate les premières découvertes, qu'à étendre le réseau des réserves connues et envisager la mise en route d'une politique énergétique combinant les différents sources (charbon, nucléaire, pétrole...). Aujourd'hui on

assiste à une politique assez incohérente de l'impérialisme français : fermeture des mines de charbon (seulement ralentie actuellement), accent mis sur le nucléaire, recherche de pétrole épisodique... Une telle politique est loin de pouvoir garantir l'indépendance nationale dont se targue le gouvernement.

Si la découverte du pétrole en mer d'Iroise est une bonne chose, c'est l'Etat socialiste qui pourra l'orienter de façon favorable aux intérêts des travailleurs, pour garantir l'indépendance de la France socialiste.

Eric BREHAT



QUELQUES DONNÉES SUR LE FORAGE EN MER

Le pétrole, et les hydrocarbures en général (méthane, propane...) sont d'origine organique. C'est la décomposition d'organismes vivants qui le produit, un peu comme la fermentation de foin dans les fermes produit du gaz d'éclairage. La présence de ces éléments organiques qui les produisent est donc liée à l'histoire géologique de la terre, et s'observe dans des couches contenant ces éléments, donc relativement peu profondes. C'est ce qui a dirigé les recherches vers le plateau continental qui entoure les côtes, en formant le prolongement sous-marin. Les recherches sont effectuées à partir de plate-formes flottantes, arrimées au fond de la mer, et dont la masse importante les rend à peu près insensible à la houle. Un trépan situé en bout d'une série de tubes emboîtés effectue le forage, qui peut descendre à moins 4 000 m. Le forage Linkett devrait donner des résultats à une profondeur moindre, la présence d'une faille à proximité indiquant des bouleversements géologiques qui auraient rapproché les couches pétrolifères.

Affaire Mérieux

LE SANG C'EST DE L'ARGENT

En France, la presque totalité du sang utilisé dans les transfusions sanguines provient de prélèvements effectués sur des donneurs bénévoles par le centre national de transfusion sanguine. Mais pour certains dérivés sanguins qui sont de plus en plus utilisés, tels les gamma globulines, ce sont des laboratoires privés qui se chargent des prélèvements, sur des donneurs rémunérés, dont certains sont préalablement immunisés. Théoriquement la loi interdit ces pratiques en France. Mais jusqu'à maintenant le ministère de la santé les a tolérées.

Pour se procurer le sang nécessaire à leur commerce, les centres de prélèvements privés, font appel contre rémunération aux habitants des pays du Tiers Monde ou, dans les pays dit développés aux plus pauvres.

La technique de la plasmaphérèse leur a permis d'accroître leurs possibilités de trafic. Pour un grand nombre de transfusions, il n'est pas nécessaire d'utiliser du sang complet, mais seulement certains éléments : le plasma par exemple. La plasmaphérèse est un procédé qui permet de séparer le plasma du sang des globules rouges. Le sang est prélevé sur un donneur, centrifugé pour séparer le plasma qui est seul recueilli, puis réinjecté. Il est ainsi possible de recueillir des quantités de plasma plus importantes que dans les transfusions classiques : 500 à 600 millilitres en une seule séance, et les séances peuvent être très fréquentes ; plusieurs par semaines. Mais tout ceci n'est pas sans gra-

ves dangers pour le donneur, surtout quand il s'agit d'un mal nourri contraint à se laisser vampiriser pour vivre. Au cours d'un séminaire qui s'est tenu à Genève sous le patronage de la Croix Rouge, il a été révélé qu'un centre de plasmaphérèse était amorti en un an, c'est donc particulièrement rentable. Il ne suffit pas aux capitalistes de s'engraisser sur la sueur des peuples, ils s'enrichissent sur leur sang.

Rue Marcel Mérieux à Lyon, à la sortie des laboratoires Mérieux, les ouvriers ne pleurent pas sur les «malheurs» tout relatifs d'ailleurs de leur patron. «C'est bien fait pour Mérieux, c'est honteux de faire du fric sur la santé des gens». A Lyon, le laboratoire Mérieux, a une réputation d'entreprise «familiale», c'est-à-dire que les conditions de travail et les salaires y sont plus déplorables qu'ailleurs.

Une déclaration de Mérieux situe assez bien le personnage et donne une idée de la «philosophie» de l'Institut. Le syndicat demandait pour les femmes 5 jours payés de congé supplémentaire par an, en cas de maladie des enfants. Mérieux a alors répondu «qu'il n'était pas fermé à une amélioration et à des aménagements, compte tenu du

rôle procréateur de la femme qui débouche sur la vente des vaccins pour les enfants»!

Mérieux travaille dans les vaccins et dans le sang comme d'autres travaillent dans les presse-purée, son objectif n'est pas d'améliorer la santé du peuple, mais de faire de l'argent et le maximum d'argent. Pour cela tous les moyens sont bons.

On dit d'ailleurs que la mesure de fermeture des centres de prélèvement ferait l'affaire de Mérieux qui a d'autres projets en vue. Cela fait plusieurs années qu'il rêve de fusionner avec l'Institut Pasteur et de profiter de son image de marque et de sa renommée internationale, cette fusion serait déjà à l'étude à l'Institut de Développement Industriel. Le gouvernement patronnerait l'opération en la présentant comme la restructuration de deux entreprises en difficulté. La fermeture des centres de prélèvement servirait alors de prétextes à la fusion et au licenciement de 40 travailleurs.

Une nouvelle affaire Mérieux, succédant aux remous de l'affaire Renaud, le climat lyonnais ne s'éclaircit pas. Quand on sait que scandales, pègre, et politique ont été étroitement liés ces dernières années dans cette ville, on ne s'attend pas à ce que cette affaire Mérieux se termine rapidement.

MÉRIEUX INSTITUT

Le bilan de Mérieux Institut en octobre 75 faisait apparaître un chiffre d'affaire de 355 millions, en augmentation de 34 % par rapport à 74 en ce qui concerne la médecine humaine, et un chiffre d'affaire de 259 millions pour la médecine vétérinaire.

L'Institut Mérieux est un des plus importants laboratoires français. Pour certains dérivés sanguins : téta-globuline il fournit 80 % de la production française. Il est surtout spécialisé dans les dérivés sanguins et les vaccins. Mérieux produit principalement pour l'exportation : 160 millions en 75, en augmentation de 119 %.

Le groupe Mérieux emploie environ 3 500 salariés. L'Institut Mérieux, fondé et dirigé par la famille Mérieux, est maintenant contrôlé par Rhône-Poulenc qui possède la majorité des actions.

En bref

Valence : un jugement au pas de charge

Jeudi à Valence, 44 jeunes comparaissaient devant le tribunal. Motif officiel : entrave à la circulation. Ils avaient le 11 novembre, bloqué le défilé militaire en soutien à un insoumis.

Bien avant l'ouverture du procès, les CRS étaient présents en force pour filtrer les entrées. Seuls réussissent à rentrer les inculpés, leurs avocats et une trentaine de personnes. La séance est interrompue à plusieurs reprises, le président n'admet pas les interventions politiques et ne veut savoir qu'une chose : les manifestants étaient-ils assis ou debout sur la chaussée pour bloquer le défilé militaire de commémoration de la tuerie impérialiste. Les CRS présents dans le tribunal chargent contre les jeunes venus soutenir leurs camarades inculpés et matraquent avec violence, des jeunes sont blessés. Imperturbable, le procureur requiert une peine de 500 à 1 000 F d'amende pour chaque manifestant. Le jugement sera rendu le 10 février.

Communiqué

Les étudiants des IUT en grève tiennent à préciser une nouvelle fois que le mouvement ainsi que la manifestation du 28 janvier a été appelée par la Coordination parisienne unitaire des IUT en lutte et non pas par des organisations quelles qu'elles soient. Nos mots d'ordre sont les suivants :

- reconnaissance des IUT,
- assurance des équivalences avec le 2^e cycle universitaire,
- allocation d'étude pour tous,
- indemnisation de stage.

La Coordination parisienne appelle à un meeting, le lundi 2 février à 15 heures, à la bourse du travail, salle Jean-Jaurès. Sont invités : la CFDT - CGT - SNES Sup - SGEN - les étudiants des facs et des lycées - les chômeurs titulaires du DUT - ainsi que les journalistes.

Le mardi 3 février, une manifestation est prévue en direction du siège du CNPF.

Le Coordination parisienne des IUT

Les ennuis des promoteurs

A Strasbourg cinq promoteurs viennent d'être inculpés pour escroquerie, faux et usage de faux, abus de confiance... Le chef du gang, Rodolphe Eydemann a été écroué.

Le groupe immobilier Aurélia qu'ils animaient proposait aux retraités des résidences particulièrement séduisantes par leur prix et les avantages offerts : service de repas, aide ménagère, assistance médicale... De nombreux retraités ont souscrit pour l'acquisition de logements dans ces résidences, certains ont même payé comptant. Huit chantiers ont ouvert, mais ont été rapidement abandonnés. Rodolphe Eydemann tente de se justifier en invoquant la conjoncture économique et dit que «pas un seul centime n'a été détourné». Alors comment expliquer le trou de 11 millions découvert dans sa comptabilité ?

A Paris, c'est une vieille affaire qui est revenue devant les tribunaux. Lipsky, le promoteur du Patrimoine Foncier, avait fait appel à une première condamnation à 5 ans d'emprisonnement. Toutes les peines ont été aggravées en appel. Lipsky voit sa peine passer de 5 à 8 ans, la peine de 3 ans de prison de son adjoint est confirmée. Quant à l'ex-député UDR Roullan, il hérite de 6 ans de prison avec sursis.

Le P«C»Fredore le «libéralisme» de Juan Carlos

C'est hier que la délégation du PCF, conduite par Ballanger, est revenue de Madrid où elle a passé quatre jours. Pas très bavard sur ce qu'il a fait durant ces quatre jours, Ballanger a expliqué qu'il s'agissait pour le PCF de soutenir les travailleurs espagnols. Les commentateurs de la radio en ont immédiatement profité pour exalter la marche triomphante du «libéralisme» en Espagne...

Besançon : conférence de presse CFDT

Au cours de cette conférence, a été expliqué une fois de plus, à l'aide de citations du dossier concernant Jussiaux, secrétaire permanent de l'Union Locale, que le juge Gallut cherchait à faire croire à l'unique responsabilité de Jussiaux (tentative pour isoler certains syndicalistes), ce qui n'a pas été dit, c'est comment la confédération se comportait par rapport à cette tentative d'isolement de certains.

L'Union Locale organise un gala de soutien aux emprisonnés, le 23 février.

LUTTES OUVRIÈRES

En bref

Ronéo-France : l'usine de Noyon occupée contre 700 licenciements !

700 travailleurs de Noyon (Oise) du groupe de fabrication de duplicateurs et matériel de bureau, Ronéo, sont menacés de licenciements, tandis que le chômage technique est promis aux 2 000 ouvriers et employés de l'unité des Lilas (Seine-St-Denis). Depuis jeudi, à Noyon, les travailleurs ont répliqué par la grève avec occupation, à l'appel de la section CFDT de l'usine.

Région de Vire : la répression continue, 7 ouvriers licenciés pour s'être syndiqués !

Près de Vire (Calvados) à l'entreprise Rivière, 7 ouvriers ont reçu une lettre de licenciement pour le 31 mars. Le prétexte invoqué par le patron est celui de la «conjoncture», mais alors pourquoi a-t-il modernisé son usine ?

Les 26 ouvriers font des semaines de 52 à 56 heures. Le vrai problème, c'est que ces 7 ouvriers se sont syndiqués à la CGT ! Une fois de plus, la bourgeoisie s'attaque aux libertés syndicales et le patron déclare : «Il n'y a jamais eu de syndicat et il n'y en aura jamais». Mais la CGT ne propose rien pour empêcher ces licenciements ; aucun mot non plus sur la répression. Les ouvriers ne peuvent pas accepter cela : il faut passer à l'offensive contre la répression ! Non aux licenciements !

Correspondant Caen

Imro : évacuation ordonnée pour aujourd'hui

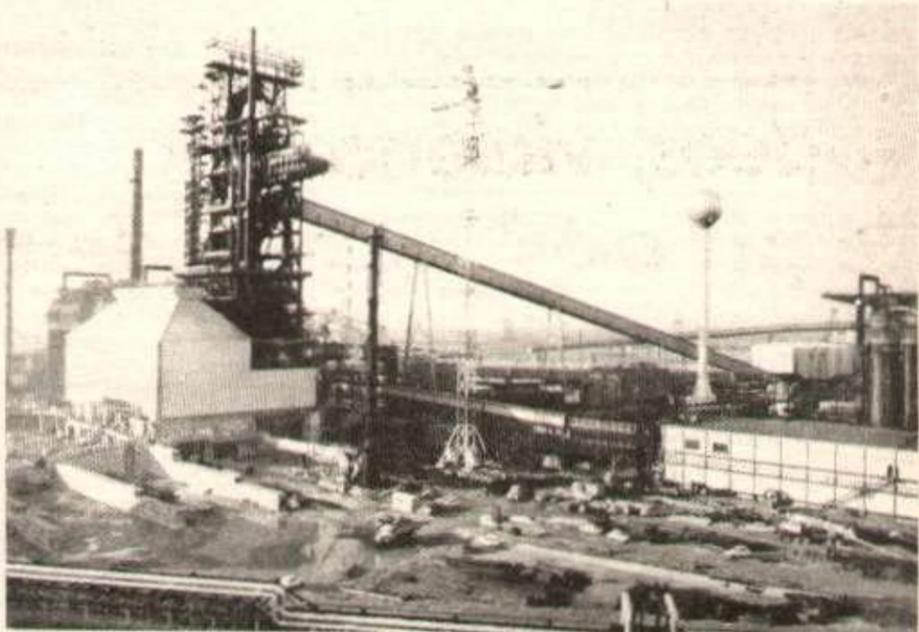
Jeudi matin, les travailleurs licenciés de l'IMRO, ont eu le résultat du jugement en référé, exigeant l'évacuation de l'imprimerie pour ce matin. Ce n'est pas une surprise pour eux, mais ce procès leur a donné l'occasion de voir à quel point la justice était faite pour les patrons. Il y avait au tribunal plus de flics que de travailleurs, et non seulement les ouvriers incriminés par la justice n'ont pas eu droit à la parole, mais encore ils ont été condamnés à payer les frais du procès ! Cette condamnation, les difficultés de la lutte, beaucoup de travailleurs d'IMRO en rendent le PCF et la direction locale de la CGT responsables. Parce que les gars d'IMRO étaient combattifs et refusaient de se plier à leurs directives démobilisatrices, ils ont tout fait pour les isoler, les calomnier. Quelle que soit aujourd'hui l'issue de la lutte, beaucoup de travailleurs d'IMRO ne sont pas prêts d'oublier l'attitude des révisionnistes. Au contraire, ils en tireront clairement le bilan.

SOLMER NON A LA FERMETURE !

Giscard n'avait pas fini de prononcer ses vœux de bonne année qu'à déjà l'écho de milliers de travailleurs lui répondait. A la Solmer, dès le 13 janvier, les syndicats CGT et CFDT lançaient un premier coup de semonce par une grève totale de 24 H pour le maintien du pouvoir d'achat et la création de la 5ème équipe qui permettrait l'embauche de 1 100 personnes selon les syndicats.

Huit jours après, les travailleurs du haut-fourneau n° 2 n'hésitaient pas à mettre le feu au poudre en ripostant devant la volonté de la direction de descendre à 32 H de travail par semaine avec perte de salaire jusqu'au mois de mars inclus.

En une semaine, le conflit s'est généralisé à presque tous les secteurs de Solmer.



LE PATRON LOCK-OUT : LES LOCK-OUTÉS RENTRENT EN LUTTE

Pour Durand-Rival, le patron, les choses sont claires : «A la suite du blocage de plus d'une semaine de la production de fonte et d'acier, consécutif à une grève des personnels de ces ateliers, j'ai envisagé un arrêt d'ateliers et de services portant sur 1 600 personnes. Si la production ne reprend pas, si donc les ateliers ne sont pas alimentés en produits, ce nombre devra être porté à 3 700 le 5 février et à 4 300 le 11 février, ceci sur un effectif de 6 550, c'est-à-dire que le 11 février, il n'y aurait plus en activité que les services indispensables à l'encadrement d'un tel ensemble industriel».

Autrement dit : si vous êtes en chômage technique, ce n'est pas notre faute, à nous, pauvres PDG de Solmer. Usinor et Sollac, c'est à cause de vos petits copains du haut-fourneau n° 2 qui refusent de se serrer la ceinture pour nous engraisser !

Mais les syndicalistes CGT et CFDT ne se laisseront pas bernier. «Devant la manœuvre de la direction de transférer une partie de la production vers la Lorraine, il convient que vous sachiez que le personnel de production de Sollac s'est déclaré solidaire des grévistes de Fos-sur-Mer» ont-ils déclaré à la presse.

En effet, seule une véritable riposte d'envergure peut faire échouer les plans étudiés depuis longtemps. La direction prend prétexte de la lutte actuelle pour mettre sur le dos des travailleurs une réduction d'activité qui de toute façon, était envisagée. Mais on n'est pas dupe ! C'est un prétexte, quand on sait que le haut-fourneau n° 2 était de toute façon prêt à subir le même sort que le haut-fourneau n° 1 en réparation depuis février 75, résultat d'une exploitation à outrance ! Le haut-fourneau n° 2 n'aurait pas pu soutenir le rythme de plus de 140 000 tonnes par mois sans danger pour le personnel comme peuvent le témoigner les haut-fourneaux qui savent dans quel état se trouve

Pourquoi la fermeture du haut-fourneau N° 1 ?

«Au départ, il faut 17 000 traverses de chemin de fer pour chauffer le HF n° 1. Il fallait le chauffer en 3 mois, et un mois après ils coulaient déjà la fonte. Toutes les installations étaient sans garantie. Ce qu'il fallait, c'est produire de la fonte le plus vite possible, qu'elle monte à l'aciérie et qu'elle sorte en tôles.

Alors actuellement, ils profitent des baisses de commandes pour refaire tout le briquetage du HF. Le dôme du HF est en bas, il y a plusieurs tonnes de briques réfractaires et même les poutrelles qui étaient en travers, pour monter aux HF sont toutes descendues. C'est simple, il est interdit d'aller voir ce qui se passe, tu n'as pas d'intérêt à te faire voir, ils ont condamné la voie d'accès».

l'intérieur du haut-fourneau n° 2.

«Pour pouvoir utiliser le haut-fourneau n° 1, il faudra le chauffer pendant près de quatre mois avant la première coulée» explique un travailleur, et beaucoup pensent que dès le fonctionnement du haut-fourneau n° 1, le haut-fourneau n° 2 sera arrêté et réparé. En construisant une riposte unitaire au niveau du trust, les travailleurs de Solmer doivent aussi organiser l'unité dans la zone de Fos avec tous les autres travailleurs de la sidérurgie

touchés par des conditions de travail similaires.

LE SOI-DISANT SOUTIEN DU P.C.F.

Mais ce point de vue n'est pas celui du P.C.F. et plutôt que d'appeler à soutenir une grève générale sur tout le complexe de Fos, c'est une brochette d'élus PCF qui a eu une entrevue avec Durand-Rival.

Voilà la conception du soutien des révisionnistes : Monsieur Vincent Porelli député-maire de Port Saint Louis du Rhône ne déclarait-il pas aux travailleurs de Solmer «Nous soutenons votre lutte comme nous soutenons la lutte de tous les travailleurs. Mais précisément pour la sidérurgie, nous estimons qu'il faut faire avancer l'idée de la nationalisation, c'est-à-dire une exigence qui devient majoritaire dans le pays. Pour qu'enfin on remette au profit de la nation le secteur économique sur ses pieds. Pour qu'enfin les travailleurs puissent véritablement retirer le fruit de leur travail».

Les travailleurs de Renault ou les familles des 42 mineurs de Liévin envoyés à la mort, il y a un an, apprécieront, eux qui travaillent pour le secteur nationalisé et en perçoivent tous les fruits : augmentation des cadences, mutilations, assassinats et répression. N'est-ce pas d'ailleurs la direction de Renault qui a montré comment riposter à une grève bouchon ?

Non, pour aller à la victoire, il est nécessaire d'écartier les faux communistes du P.C.F. de notre route !

L'aciérie Sollac en grève à 100 % : les luttes se multiplient dans la sidérurgie lorraine

Mardi 27, l'équipe de nuit de l'aciérie LWS de la Sollac a débuté la grève pour la suppression du chômage partiel, la cinquième équipe en feu-continu et la hausse des salaires.

«Dans tous les secteurs, on sent que les ouvriers en ont marre, sont prêts à entrer en lutte», dit un camarade délégué de l'aciérie. Ce qui a permis le mouvement, c'est le débrayage du Service Transport la semaine précédente, qui a permis de réduire en partie le chômage prévu dans ce secteur.

Au grand désespoir des patrons de Sollac, ce mouvement n'est pas resté isolé, inconnu, en particulier à l'initiative d'un tract du PCR, rédigé avec des grévistes, faisant connaître la lutte des transports et proposant d'engager une riposte d'ensemble. On le sent bien, ce n'est pas chantier par chantier qu'on pourra faire céder les patrons de Sollac. C'est la nécessité qui apparaît. Voilà pourquoi la journée d'action du 6 février, prévue par les fédérations CGT et CFDT de la Sidérurgie ne soulève pas l'enthousiasme. Les initiatives des directions syndicales comme la journée du 6 février, nous devons les utiliser dans ce sens : faire l'unité autour des ouvriers en lutte, préparer les conditions de cette riposte d'ensemble.

Correspondant Sollac (Thionville)

NEUSCHWANDER CONTRE L'EMPLOI ET LE SALAIRE DES LIP

On fait grand bruit dans la presse et à la radio des déclarations de celui qu'on a longtemps présenté comme le prototype du «patron de gauche», Neuschwander, de Lip.

Avec des ricanements intéressés, tous ceux qui avec l'ex-premier ministre Messmer avaient pensé en 74 «Lip, c'est fini !» affutent déjà leur «je vous l'avais bien dit !». De leur côté, les sociaux-démocrates - autour de Rocard et ceux de ses amis qui opèrent dans l'appareil d'Etat ou les entourages du CNPF - manifestent un embarras certain.

On est loin des déclarations publicitaires du livre de Neuschwander le «patron...

mais) : 37 pré-retraites sont d'ores et déjà annoncées, après les premiers licenciements d'intérimaires que nous avions relatés. Celui qui prétendait avoir «sauvé Lip» (et la lutte des ouvriers, alors ? pour quoi compte-t-elle ?) peut préparer son prochain ouvrage : «comment j'ai coulé Lip !».

«La situation ne nous est pas favorable ; il va falloir réduire les stocks» annonce Neuschwander en ajoutant qu'évidemment cela risque de se traduire par une réduction d'horaires (à 36 H) (non compensée)...

Car le lancement de Lip sur le marché, bien restreint, des montres à quartz, n'est pas une réussite et, comme pour Concorde, on est en train de voir s'effondrer un «marché

du siècle» illusoire...

Seulement le problème, c'est que s'il n'y avait pas de réplique ouvrière immédiate, l'acquis des Lip «du travail pour tous» risquerait d'être gravement remis en cause, ainsi que leur pouvoir d'achat (plus de 2 000 F de perte par an pour les moins touchés).

Aussi ce que les Lips attendent de leurs syndicats, et surtout de la CFDT (majoritaire) c'est d'être ferme. Et ce n'est pas gagné quand on entend «le Charles» (Piaget) rappeler que «de toute façon il ne faut pas mettre la boîte en péril» et que «pour le moment», il va demander à Neuschwander de «revoir un peu son plan» !

LUTTES OUVRIÈRES

A PROPOS DE LA LUTTE AU «PARISIEN LIBÉRÉ»

LE PCF ET L'«AVENTURISME»

Par Monique CHÉRAN

rodeos, violence... le pcf a-t-il change de projet ?

Le dernier « Spécial Grèves », édité par la Fédération Française des Travailleurs du Livre (F.F.T.L.), aborde sur toute une page la question de la violence employée par les travailleurs du Livre contre « Le Parisien » d'Amaury. Sous le titre « Aventurisme ou actions de masse », elle se décide à cautionner ouvertement les fameux « rodéos » destinés à perturber la diffusion du « Parisien Libéré ». D'après les travailleurs, la F.F.T.L. aurait même participé de très près à l'action d'Amiens où 150 travailleurs du Livre ont sérieusement endommagé une rotative destinée à la parution de nouvelles éditions régionales du torchon d'Amaury.

D'AUTRES FORMES

Que se passe-t-il donc ? La F.F.T.L. et les gens du P.C.F. qui la dirigent auraient-ils changé de nature ? Comment expliquer que l'Union Départementale C.G.T. de la Somme ait condamné publiquement l'action d'Amiens ? Bref, comment se fait-il que des révisionnistes prônent ouvertement aujourd'hui des actions violentes dans le Livre ?

On se souvient que pendant toute une période, ces mêmes révisionnistes se sont opposés aux rodéos. En particulier après la mort de Cabannes, assassiné lors d'une énorme provocation contre les travailleurs du Livre et contre toutes les luttes ouvrières qui se développaient à l'époque, les directives de la F.F.T.L. étaient claires : plus de rodéos, seulement des actions spectaculaires dans le genre de l'occupation de Notre-Dame.

Mais plus particulièrement depuis la sauvage agression des flics contre les manifestants du Livre aux Arts et Métiers, les rodéos ont repris de plus belle, tous les jours, et sous une forme de plus en plus violente. Il n'est pas exclu même que les imprimeries de Saint-Ouen et de Chartres, où Amaury confectionne actuellement « Le Parisien », soient un jour ou l'autre visées.

Et c'est un secret de Polichinelle, dans toute la presse, que dire que c'est des gens du P.C.F., et non des moindres, qui ont la haute main sur toute l'organisation de ces actions. Sur ce point, inutile de croire qu'il y a donc des contradictions entre les travailleurs du Livre et le P.C.F., puisque c'est le P.C.F. lui-même qui les organise aujourd'hui. Pourquoi ?

D'abord, les gens du P.C.F., comme la majorité des travailleurs du Livre, sont bien conscients que pour toucher Amaury, il est nécessaire de faire « quelque chose qui touche directement son porte-monnaie et son moral », que d'occuper une tour ne change pas grand chose au rapport de forces réel. Ils savent aussi que dans la situation actuelle, où des milliers de travailleurs du Livre se retrouvent le dos au mur face au plan Lecat, ces actions se feront, avec ou sans eux, contre eux, le cas échéant.

Quand ils disent : « l'aventurisme, ce serait des actions minoritaires en dehors de l'organisation syndicale », c'est bien ce souci de contrôler tout ce qui peut se faire qui les anime. Ils s'opposent à la mobilisation d'autres travailleurs que ceux de la presse pour un boycott actif du « P.L. ».

DERRIÈRE LA VIOLENCE DE L'ILLEGALITÉ

La question des rodéos n'est d'ailleurs pas la seule. Rappelons par exemple l'opposition du P.C.F., pendant des mois, à la sortie d'un « Parisien Libéré » fait par les travailleurs du Livre et le silence organisé par le P.C.F. autour de l'expérience de Caron-Ozanne. Tous les prétextes étaient bons : il n'y avait pas de papier, ou pas d'encre, ou la sécurité n'était pas assurée... Et début juillet, tous ces obstacles disparaissaient comme par enchantement. Mieux même, les révisionnistes reprenaient les textes élaborés par les travailleurs d'une autre boîte du Livre, qui étaient conscients de la nécessité de sortir cet instrument de propagande, et qui s'étaient, si l'on peut dire, auto-censurés dans ces textes pour être plus sûrs qu'ils soient acceptés. Ils furent « comblés », puisque les révisionnistes proposèrent alors de le tirer à des centaines de milliers d'exemplaires !

L'idée que les gens du P.C.F. veulent faire passer, par ces « reculades tactiques », c'est que « le syndicat n'est pas figé, qu'il s'adapte aux circonstances », bref qu'il tient compte des aspirations des travailleurs. La question qu'ils tentent ainsi d'obscurcir, c'est : « quel instrument de lutte est ce spécial grèves ? Qui dirige les rodéos et dans quel but ? Quel projet politique servent ces actions ? ».

LE MEME BUT

Car, par-delà ces reculades tactiques, qu'est-ce qui change dans le projet des révisionnistes ? Rien du tout. Acculés dans leur existence même, ils sont prêts à tout pour se



un étrange chorus

Une des pièces maîtresses des propositions du P.C.F. pour résoudre la crise de l'imprimerie, c'est le rapatriement d'une partie des travaux d'expression française effectuée à l'étranger.

Deux choses demeurent sans réponse. — Est-ce que dans cette perspective salutaire, ils se proposent de rapatrier d'urgence la partie des Editions Sociales imprimées en R.D.A., et peuvent-ils dire combien d'emplois cela libérerait ?

— Comment expliquent-ils que l'un des objectifs poursuivis par le « plan imprimerie » du sinistre Lecat soit justement « de rapatrier le maximum de travaux aujourd'hui confiés par les éditeurs français à l'étranger ». Lecat affirme que des résultats ont même déjà été obtenus (14 millions de francs de contrats récupérés). Cette bonne nouvelle fera plaisir à tous ceux qui sont licenciés !

maintenir, y compris à l'illégalité, à affronter la centaine d'inculpations en cours aujourd'hui contre des travailleurs du Livre. Si les méthodes changent, le Spécial Grèves n'existe que parce qu'il n'est qu'un sous-produit de la propagande du P.C.F.

La question qui reste posée, c'est leur projet : apporter des solutions à la crise de l'imprimerie capitaliste française, et, d'une façon générale, se servir des luttes de la classe ouvrière pour se hisser au pouvoir. Et si, aujourd'hui, nous nous battons pour faire avancer l'idée d'un mouvement d'ensemble, dans le Livre comme ailleurs, et si nous rencontrons dans cette bagarre l'opposition des révisionnistes, ce serait faire une erreur que de croire que cette opposition d'aujourd'hui sera la même demain. Il s'agit donc, dans le même temps, de tout faire pour leur en arracher la direction, en ramenant tous leurs changements de tactique à leur projet d'ensemble, l'installation du pouvoir d'une autre bourgeoisie, qui, comme aujourd'hui, ne reculera pas devant les licenciements et les restructurations.

UN PROGRAMME MÉPRISANT POUR LES TRAVAILLEURS

Quand le PCF parle de relance de la « consommation de lecture », n'a-t-il pas honte de dire que les masses ne lisent pas assez de torchons bourgeois ? Quand il parle de « liberté de pensée et de création, de publication, de diffusion », c'est très clair : liberté pour Amaury et autres de continuer à répandre leur idéologie fasciste ! Ce n'est pas cela que veulent les travailleurs. « Le patron nous a volé notre vie en nous faisant imprimer des revues sans intérêt pour nous, les travailleurs », nous disaient les imprimeurs d'Imro, occupant leur entreprise. Ils n'accepteront pas que des patrons « de gauche » en fassent autre chose.

dans la brochure du PCF de Chaix : des propositions pour sortir le Livre de la crise :

“LA RELANCE DE LA CONSOMMATION DE LECTURE”

Pour répondre au Plan Lecat, qui prévoit le démantèlement de l'imprimerie française, la fermeture de toute une série de boîtes, et le licenciement d'au minimum 10 000 travailleurs du Livre d'ici à 1980, le P.C.F. fait toute une série de propositions. Parce que, selon lui, « la suppression d'un minimum de 10 000 postes, ce qui pousserait un travailleur sur dix au chômage, en plus de ceux qui y sont déjà, ne saurait en aucune façon résoudre la crise de l'imprimerie ». On peut déjà constater que ce qui chagrine le P.C.F., ce n'est pas les licenciements en eux-mêmes, mais le fait que ce n'est pas une solution valable pour l'imprimerie (capitaliste) française.

- L'ACCES DU PLUS GRAND NOMBRE A LA CULTURE -

Pour le PCF, la cause « essentielle » de la crise de l'imprimerie, c'est que « des milliers de Français ne lisent pas ». Il cite les chiffres officiels : seulement 3% des Français fréquentent les bibliothèques publiques, la France ne consacre que 5 F par habitant par an à la lecture publique, le nombre de tirage des journaux n'a pas augmenté depuis 1939, alors que la population s'est accrue de 25 %, 58 % des Français ne lisent jamais de livres.

Deuxième cause de la crise, le système injuste de taxation en fonction de la publicité : plus un journal a de publicité, moins il paie de taxes. C'est pourquoi le PCF s'élève régulièrement contre la publicité à la télévision, qui enlève le pain de la bouche aux imprimeurs, c'est aussi pour cela que les pages de « l'Humanité » sont remplies de publicités pour toutes les grandes firmes capitalistes ! La presse étant complètement dépendante de la publicité, elle doit donc, selon le PCF, être répartie d'une façon plus juste.

- LA CRISE DE L'IMPRIMERIE N'EST PAS FATALE -

Toujours selon le PCF, « les gros de l'imprimerie ont investi massivement, de façon anarchique... et la rentabilisation de ces investissements s'est heurtée aux limites du marché, c'est-à-dire à la consommation populaire et à la politique culturelle du gouvernement ». D'où les fermetures et les licenciements.

La politique culturelle du gouvernement ? Comment voulez-vous, se lamentent les révisionnistes, que les travailleurs mettent 5 F dans l'achat de « Paris-Match » ou 4 F pour « Elle » ? C'est cela qu'ils appellent « refuser au plus grand nombre l'accès à la culture »...

- QUI DONC EST FAVORABLE AU PROGRES TECHNIQUE ? -

Eux, bien sûr, qui donnent à la bourgeoisie les solutions pour rentabiliser ses investissements, alors que par sa politique stupide, elle est obligée de « liquider les industries de pointe ».

- QUI DEFEND L'INTERET NATIONAL ? -

Eux, bien sûr, puisqu'ils proposent des solutions pour rendre l'imprimerie française compétitive, alors que la bourgeoisie « aggrave la vulnérabilité de notre pays dans la crise du monde capitaliste ».

POURQUOI DONC LA BOURGEOISIE NE VEUT-ELLE PAS ENTENDRE RAISON ?

On peut se demander pourquoi l'Etat bourgeois ne se rend pas à des arguments qui semblent si clairs : argent donc consommation, consommation donc production, donc travail, donc argent, et fin de la crise ! C'est un fait que voir toutes ces imprimeries fermer, c'est révoltant. Mais il ne s'agit pas là d'une « volonté » pernicieuse des capitalistes. Le problème, c'est que tant que la bourgeoisie aura le pouvoir, c'est cette logique absurde qu'elle tentera de nous imposer : la logique du profit. Le profit de la bourgeoisie, c'est précisément la restriction de notre consommation. La production vers laquelle la bourgeoisie s'oriente de plus en plus, c'est au contraire celle de biens d'équipements et d'armement, destinés à l'exportation. C'est pourquoi une relance de la consommation ne peut être que temporaire et limitée ; la bourgeoisie cherchant aussitôt à reprendre son profit.

POURQUOI DONC CES ILLUSIONS ?

La réponse vient dans la foulée des explications à la crise : « Bien sûr, la lutte peut faire reculer le pouvoir, pour commencer réellement à sortir la France de la crise, il faut appliquer au plus vite et résolument une autre politique, celle définie par le Programme commun ». Quand le PCF dit que la crise n'est pas fatale, il se propose comme sauveur, comme capable de faire sortir la France de la crise. Mais de quelle économie s'agit-il donc ? Les travailleurs ont-ils besoin de ce système soit sauvé, ou qu'il soit renversé, et remplacé par le socialisme ? C'est bien cette question, que les masses commencent à se poser, que le PCF s'évertue à obscurcir, pour se propulser lui-même au pouvoir.

LUTTES OUVRIÈRES

RENAULT-BILLANCOURT

une grève populaire

La grève des peintres du département 74 à Renault se poursuit. La direction refuse toujours de céder, sa seule réponse aux revendications des pistoleurs, c'est le lock-out pour plusieurs milliers d'O.S. Si la direction pensait par cette mesure accentuer la division entre les ouvriers, isoler la lutte des peintres pour pouvoir mieux la réprimer, elle n'a fait au contraire que développer le soutien à la grève. Qu'ils soient de la Mécanique, de la Sellerie ou du Montage, les témoignages recueillis hier, à Billancourt, porte Zola, vers 12 H, «l'heure du chômage», sont significatifs : «Si ça continue comme ça, la semaine prochaine ce n'est pas seulement la peinture qui sera en grève mais tout le 74 au minimum !». Cet avis est largement partagé, la grève des peintres est populaire parmi ceux qui s'arrêtent. Certains expliquent les conditions de travail : «les peintres ont raison de se battre,

il faut connaître leurs conditions de travail pour comprendre leurs luttes. Couchés, à genoux, debouts, enfermés dans leurs combinaisons, respirant la peinture à longueur de journée, leur travail est très dur !». Contre les mesures de chômage qui sont prises, la riposte a été rapide : de nombreuses assemblées générales ont eu lieu dans différents ateliers, des débrayages même pour exiger l'arrêt du lock-out, le paiement à 100 % des heures chômées, satisfaction pour les peintres. Aujourd'hui, la colère qui s'exprime montre la possibilité de l'extension de la lutte à l'ensemble du département 74, à l'ensemble de l'usine même. La direction n'a pas hésité à ramener à la peinture des vieux peintres qu'elle avait mutés pour des raisons de santé, les cadres et les régisseurs sont sur chaînes, les intérimaires de la peinture continuent à travailler alors que tous les autres des chaînes ont été licenciés.

Malgré tout cela, malgré «la dictature de Renault», comme le dira un ouvrier de la Mécanique : «La lutte continue et continuera car on ne peut pas reprendre comme ça maintenant sans rien». Pourtant, à cette volonté de lutte, s'oppose aussi l'idée que «ce n'est peut-être pas possible, qu'on ne peut avoir que des miettes, pas plus»; ce point de vue défaitiste provient de l'attitude de la direction : intransigeance, refus de céder, l'échec de la lutte de l'année dernière avec les 14 licenciements du 74 qui avaient suivi. La répression, le renforcement des «flics de la Régie», les contrôles systématiques des sacs et des sacsôches, ces deux derniers jours...

C'est aussi l'attitude de la direction de la CGT qui fait le silence total sur la lutte et se contente de participer aux initiatives des travailleurs (les AG spontanées dans les ateliers). Depuis le

début de la lutte, l'«Humanité» n'a pas daigné accorder d'importance à la grève (5 lignes avant hier, rien hier) : les motifs sont clairs : à l'opposé de la grève des presses qui permettait au P.C.F. de placer son couplet sur «la valeur nationale de nos machines-outils», la lutte des peintres qui remet en question les conditions de travail à la Régie s'oppose ainsi aux affirmations du P.C.F. qui considère l'usine comme un exemple de ce que les nationalisations peuvent apporter aux travailleurs.

Cette lutte est donc gênante pour le P.C.F., notamment en raison du soutien qu'elle rencontre à Billancourt, la victoire dépend donc de l'élargissement de la grève à l'ensemble du département 74, à l'ensemble de l'usine. La colère de l'ensemble des travailleurs et la popularité de la grève des peintres vont dans ce sens.

José GARCIA

Journée régionale d'action à Orléans

10 000 TRAVAILLEURS DANS LA RUE

Journée curieuse que cette journée régionale d'action du centre hier à Orléans. Par le spectacle d'abord, on n'a pas l'habitude à Orléans, sur le parvis enneigé de la cathédrale, de voir côte à côte les cars de flics qui protégeaient la réunion du conseil régional et les cars venus de tous les départements avec leur caravane de travailleurs en lutte.

Il serait trop long d'énumérer les boîtes représentées, citons cependant celles qui luttent en ce moment et autour desquelles en principe devaient se tenir les forums : Rivière Casalis, Air Equipement (Blois), Rafestin Imprimerie près de Nevers) Admi et SNIAS Châteauroux. Tout le monde avait sa banderole et souvent sa chanson de lutte. Toutes les interventions se rejoignaient pour dire que gagner, c'est possible, mais si Orléans par exemple pouvait présenter un bilan positif, les tenants du programme commun ne pouvaient que dire «nous gagnerons... si la gauche gagne les élections».

Car les travailleurs étaient là, à peu près 10 000 à la manifestation de 18 H (la plus importante depuis 68). Les travailleurs attendaient visiblement autre chose des forums et finalement les échanges d'expériences ont été peu nombreux. Cependant, la volonté de lutte des

travailleurs a pu quelquefois percer.

La main-mise des appareils syndicaux, telle l'Union Inter professionnelle de Secteurs de Vendôme et sa banderole «Libérez nos camarades emprisonnés», le Comité de chômeurs CFDT de Tours qui engage une action pour les transports gratuits, les grévistes de Rivière Casalis aussi.

Et si l'Internationale a jailli bien souvent des poitrines ainsi que le slogan : «Soutien à Rivière jusqu'à la victoire», et «Bourgeois, tremblez, voilà les ouvriers !»

En définitive, plus que jamais à Orléans, la contradiction est apparue entre la volonté de lutte des travailleurs venus extrêmement nombreux et les perspectives proposées par les directions syndicales. A la fin de la manifestation, les travailleurs ont coincé la voiture de Salléat Duviard (respectivement député du Loiret et ancien ministre) qui sortait du conseil régional, ils ont bousculé la voiture, apposé dessus les badges de toutes les usines en lutte aux cris de «Libérez nos camarades», «A bas l'Etat des flics et des patrons», «Chômage, ras l'bol», «A bas le capitalisme». Autant dire que les «lus locaux n'en menaient pas large ! large !

Correspondant Orléans

INTERNATIONAL

ESPAGNE

LA POLICE "LIBERALE" CHARGE LES ENFANTS

En Espagne, le discours d'Arias Navarro, salué voici deux jours dans une bonne partie de la presse française comme une manifestation de la prétendue «ouverture» du régime, ne suscite, y compris dans les journaux autorisés, que méfiance et déception. On relève éralement, avant toute chose, le refus très net de l'amnistie générale. Seul le porte parole des anciens combattants de la guerre fasciste, «el Alcazar», se réjouit de la «continuité de l'œuvre héritée de Franco». Tandis que grèves et manifestations se poursuivent, la répression se fait de plus en plus sauvage, comme en témoigne le matraquage de femmes et d'enfants lors de la manifestation de l'enseignement. A cette occasion, notre correspondant, qui effectuait son travail d'information, a été brutalisé par la police : à la suite des coups reçus sur les jambes, il pouvait à peine marcher.



Madrid, le 30 janvier,

Malgré un regain très net de la répression fasciste, les luttes ouvrières et populaires continuent à se développer ici et dans tout le pays. La journée d'hier a été particulièrement marquée par la manifestation de l'enseignement : instituteurs, parents d'élèves, femmes avec dans les bras leurs enfants qu'elles laissent habituellement dans les crèches aujourd'hui en grève, se sont rassemblés devant le ministère de l'éducation, au nombre de trois à cinq mille, aux cris de : «Enseignement populaire ! Enseignement gratuit ! Moins de police et plus d'écoles ! Police dehors !». La répression a été particulièrement sauvage : balles en caoutchouc tirées sur cette foule, policiers chargeant brutalement et sans distinction frappant même de petits en-

fants de trois à quatre ans. Faisant face courageusement, les femmes, les enfants dans les bras, ont jeté : «assassins» aux flics en furie, et montré, en protestation, les traces des coups qu'elles avaient reçus à la foule.

Cependant, la grève des enseignants, qui touchait jeudi 300 écoles et 200 000 élèves, se poursuit : l'assemblée permanente quotidienne, qui n'a pas pu se tenir dans l'église de la rue San Bernardo, encerclée par la police, s'est tenue jeudi soir dans une autre église. A Pontevedra, trois mille instituteurs ont également manifesté.

CONDAMNATIONS POLITIQUES

La répression se durcit également dans le domaine judiciaire : les vingt person-

nes qui avaient signé l'appel à la manifestation du 20 janvier, après avoir été interrogées à la direction générale de la sûreté, ont été frappées d'amendes de 25 000 à 100 000 pesetas. Quinze autres personnes, parmi celles qui avaient également été arrêtées lors de réunions, sont en train de recevoir notification de sanctions pour «appartenance à des groupes et partis clandestins», et préparation d'actions «illégalles».

GREVES OUVRIERES CONTRE LA REPRESSION

La vague des grèves ouvrières continue cependant : chez Chrysler, Pegaso, Metal Mazda, où le travail n'a toujours pas repris, les assemblées quotidiennes de travailleurs se poursuivent. Grèves également dans la métallurgie à Séville, où une manifestation en faveur de l'amnistie a été interdite. En Ca-

talogne, la tension est toujours très grande dans le secteur ouvrier de Baix Llobregat, voisin de Barcelone, où les patrons utilisent de plus en plus l'arme du lock-out. La question de la lutte contre la répression patronale occupe d'ailleurs une place de plus en plus importante dans les revendications ouvrières, qui comportent très souvent la réintégration de travailleurs licenciés pour fait de grève ; que ce soit dans l'entreprise ou, par solidarité, dans d'autres usines. C'est le cas en particulier de l'usine Fasa Renault de Valladolid, où les ouvriers réclament la réintégration de 100 des leurs, licenciés l'année dernière.

Ainsi, la question de la nature du régime, qui n'admet aucune liberté syndicale, est posée avec une force grandissante par le combat de la classe ouvrière.

en bref

Une famille meurt asphyxiée

Avec le froid, les accidents dus aux chauffages défectueux se multiplient. A Châlons-sur-Marne, une famille a été victime du mauvais fonctionnement d'un poêle, dans la nuit de jeudi à vendredi. Six personnes sont mortes, le seul rescapé est un enfant de 10 ans.

Débandade chez les radicaux de gauche ?

Le passage de Pierre Brousse, sénateur radical de gauche de l'Hérault, au parti radical tout court est un nouvel épisode du débauchage de l'union de la gauche par la majorité. Brousse n'aura pu supporter longtemps d'être dans un parti officiellement de gauche : il y était entré en février 74 (après 30 ans de parti radical) par inimitié avec JJ-SS. Mais ça n'était pas bien grave puisque les voilà à nouveau réunis. Le mouvement des radicaux de gauche perd décidément du terrain en restant accroché à l'union de la gauche : déjà Caillavet a fui, reçu par Giscard et promis à quelque récompense ; le petit Fabre de Villefranche du Rouergue avait pourtant fait son petit tour lui aussi à l'Élysée, mais il a de plus en plus de mal à retenir ses ouailles. D'autre part, la seule chance des radicaux de gauche, celle de faire le pont entre la gauche et la majorité, s'estompée : n'a-t-on pas vu les RI la semaine dernière faire des avances électorales directement au PS ?

SIDERURGIE

SAMEDI DE NUIT, ÇA SUFFIT !

Michel LORI

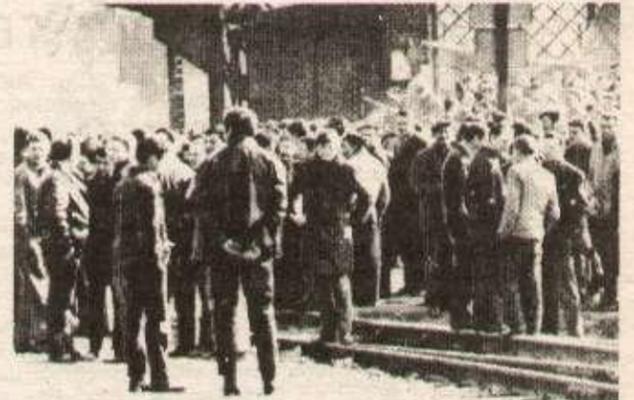
Dans toute la sidérurgie, à plusieurs reprises déjà, les travailleurs de différentes usines (Société des Aciers Fins de l'Est, Usinor...) ont posé avec acuité le problème de leurs conditions de travail de «postés».

Les postes du sidérurgiste, c'est les 4x8 (3 postes de 8 heures, chaque jours de la semaine, y compris samedi et dimanche) presque sans répit, toute une vie.

C'est ne plus vivre au rythme de sa famille, manger et dormir décalé, s'user la santé (ulcères, maladies nerveuses... dénoncés par les dossiers CFDT Sollac, les Assises pour la Santé de l'an dernier...).

En manifestant avec leurs associations familiales sur les cités Sollac et Usinor, les sidérurgistes et leurs familles contestent depuis maintenant 3 ans cette

usure causée par l'exploitation. Ils réclament l'arrêt de ce calvaire posté à 45 ans ou au pire après 15 ans consécutifs sur ces tâches. Et ils défendent cela à l'entreprise dans leurs cahiers revendicatifs en même temps que l'exigence de ne plus travailler le samedi de nuit. Pourquoi cela ? Ce n'est pas une question revendicative étroite. C'est une révolte contre ce qui brise la vie, la ligote dans les horaires des patrons de l'acier ! En exigeant de pouvoir être en famille ou entre copains (pour les jeunes) le samedi de nuit, les sidérurgistes veulent décider eux-mêmes de leur sort, de ce qui fera leur vie : c'est un aspect de la crise que ce refus massif du carcan de l'exploitation, du capitalisme qui envahit sans cesse davantage notre vie quotidienne !



Le P«C»F et les aspirations des sidérurgistes

Après avoir pratiquement ignoré la grève pendant plusieurs semaines le PCF aussi bien que la direction CGT voudraient maintenant l'utiliser pour mettre en avant leur projet de réforme du capitalisme. Ainsi la direction justifiant les feux continus par le fait que SNCF, PTT, hôpitaux travaillent le dimanche, les révisionnistes emboîtent le pas en disant : «Regardez les avantages des fonctionnaires, c'est grâce à nous quand Ambroise Croizat était au gouvernement en 1945».

communistes pour que cela devienne réalité».

Oui, nous pouvons compter sur ces faux-communistes pour nous appeler à une nouvelle bataille de la production : le reproche principal qu'ils font aux capitalistes de la sidérurgie, c'est de ne pas produire assez d'acier : «Regardez les chiffres des profits réalisés par les trusts de la sidérurgie, regardez aussi les besoins de la nation, la France a besoin d'acier, des possibilités importantes existent pour développer la consommation d'acier. Elle est aujourd'hui maintenue, en moyenne, à 495 kg par habitant seulement, alors qu'elle est par exemple de 652 kg en RFA», (extrait du discours de Marchais à Longwy le 7 novembre 1975).

Tout ce qu'ils trouvent à dire : «Les députés communistes vous défendent à l'assemblée nationale». Et pour que leur projet soit bien clair, ils ajoutent : «Les travailleurs manuels et intellectuels de Pompey, comme tous ceux de France, ont maintes fois fait la preuve qu'ils savaient se sacrifier pour leur pays et pourquoi pas pour leur outil de travail. De plus en plus, ils sentent la nécessité d'un profond changement. La sidérurgie, richesse première de la nation doit revenir entre leurs mains, sa nationalisation s'impose. Ils peuvent compter sur les

Et dans le «statut du sidérurgiste», proposé par le PCF, on cherchera en vain quelque chose sur la suppression du travail de nuit, la limitation du travail posté, par contre on trouve «des indemnités pour pénibilité et insalubrité» ou «le pouvoir d'achat doit progresser en liaison avec la productivité du travail».

LA DIRECTION DE POMPEY

CHANTAGE A LA REPRISE, INSULTES AUX GREVISTES

LA NOTE DE LA DIRECTION :

«Si comme nous le craignons, les pertes de production aux aciéries et au train de 550, nous font perdre du retard, nous perdrons ce contrat, que d'autres ont toutes capacités pour reprendre. Produire pour maintenir l'emploi à Pompey de 4 500 personnes et dans l'immédiat, réduire des pertes qui ont atteint plus de 8 millions de Frs, rien que pour le mois de décembre. C'est ce maintien de l'emploi qui est l'objectif «humain» de la direction pour 76 et les années à venir. On a le sentiment de se trouver en face d'idées peut-être généreuses mais très irréalistes car, et pourquoi pas, à quand l'arrêt de la SNCF, des PTT, des hôpitaux, des pompistes, des transports urbains et de toute activité commerciale les samedis et dimanches ?

La direction a prouvé en 1975 qu'elle mettait l'intérêt de son personnel au premier rang de ses préoccupations en lui évitant le chômage conjoncturel et en maintenant des investissements : parier sur l'avenir, maintenir malgré la conjoncture très difficile.

Elle espère ne pas s'être trompée en faisant confiance à son personnel et regrette l'action d'une petite minorité d'agitateurs professionnels qui risquent de compromettre définitivement les espoirs de reprise qui commencent à se manifester»

le directeur des usines
G. Kempé

Acieries de Pompey : 8^e SEMAINE DE LUTTE

Avec les 4 500 personnes qu'elle emploie, avec une grosse production d'aciers spéciaux, Pompey est la plus importante usine du secteur et un point fort de la sidérurgie lorraine.

L'aciérie est un secteur clé de l'usine (où d'importants travaux sont actuellement mis en œuvre en vue d'une extension considérable de la production), c'est dans ce secteur-clé de l'usine que les ouvriers mènent depuis six semaines la lutte pour le repos du samedi de nuit, très vite rejoints par les laminiers du Ban la Dame.

RENFORÇONS LA LUTTE : ON PEUT LES FAIRE CÉDER !

Depuis le début, les manœuvres de division de la direction n'ont pas manqué : atteinte manifeste au droit de grève : le nouvel ingénieur de choc Granier voulant renforcer les non-grevistes à faire le boulot des grevistes, renvoyant «à la soupe» chaque samedi soir les pontonniers en feux continus ; une

équipes. «On ne sait pas ce qui se passe dans les autres équipes» disent les grevistes. Ce qui freinent, aussi, ce sont les hésitations sur les formes de la lutte : «Ne pas venir le samedi est-ce suffisant pour faire céder le patron, quand le chef de service pousse à la production : neuf coulées par poste, pour rattraper les pertes du samedi ?» Ce qui freine encore, c'est la perspective d'une lutte sur toute

dernier - à vouloir continuer.

Et nous avons aussi le soutien de la majorité des ouvriers de l'usine, là où l'information sur notre grève a été faite : c'est ce que prouve la pétition de soutien largement signée samedi soir à l'entrée du poste à la passerelle.

En particulier, l'équipe de nuit cette semaine doit bien discuter de la situation, de la poursuite de l'action.

SI NOUS DÉCIDONS DE CONTINUER, DE RENFORCER LA LUTTE, PRENONS-EN LES MOYENS :

En mettant en place un Comité de Grève regroupant syndiqués CFDT, CGT et non-syndiqués représen-

LA PLATE-FORME DE LUTTE DE L'ACIÉRIE DE POMPEY

Pour s'opposer à la division entre grevistes et pontiers feux continus, entre Français et immigrés, entre travailleurs en feux continus et travailleurs en 3x8, élargissons les revendications :

- repos du samedi de nuit
- réduction du temps de travail à 40 H
- classification P1 des pontonniers en 3x8
- 300 F d'augmentation pour tous
- pas d'abattement sur la prime
- embauche pour la réduction du temps de travail et pour assurer la sécurité.

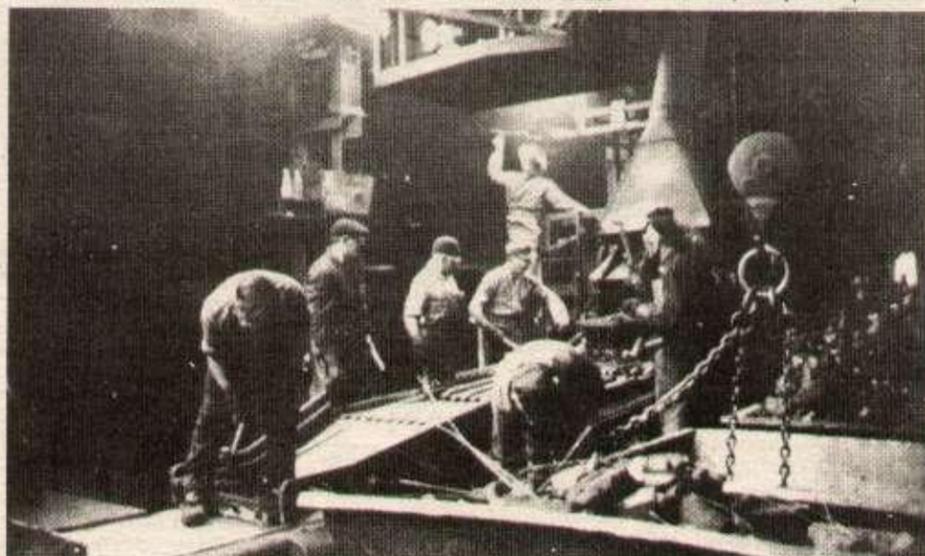
- Pour la démocratie dans la lutte, mettons en place un Comité de grève avec des syndiqués CGT, CFDT et non-syndiqués comprenant des ouvriers de chaque équipe.
- Pour améliorer le rapport de force, prenons des initiatives dans toute l'usine, ne pas laisser les aciéristes isolés mais freiner la production dans d'autres secteurs.

LA VICTOIRE EST POSSIBLE, POURSUIVONS LA LUTTE !

geance (refus catégorique du repos du samedi), ses manœuvres de division, sont bien un aveu de faiblesse.

Mais les ouvriers des autres secteurs en parlant des grevistes disent «Ils ont raison». Pour les ouvriers, remporter une victoire à Pompey comme à la SAÏE d'Hagondange l'an dernier, c'est encourager tous les sidérurgistes à la lutte (des ouvriers de la Sollac, de Neuve-Maison et de la Chiers) contre le chômage partiel et les licenciements... c'est se donner les conditions d'une offensive d'ensemble dans la sidérurgie.

Cette lutte remet en cause le sort qui est réservé à la classe ouvrière par la bourgeoisie, elle montre la volonté d'en finir avec ce système d'exploitation, la volonté d'instaurer le pouvoir des ouvriers et des paysans.



note de service du directeur Kempé, adressée à la maîtrise faisant le chantage à la fermeture de la boîte et traitant les grevistes «d'agitateurs professionnels». Ce qui freine l'extension de la lutte, ce ne sont pas directement les manœuvres de la direction : à ces atteintes au droit de grève il y a une volonté de riposte, les pontonniers renvoyés le samedi soir débrayeront chaque lundi pour exiger le paiement des heures chômées.

Ce qui freine l'extension :

C'est le manque de démocratie dans la lutte, pas de coordination entre les

l'usine que n'offrent pas les syndicats, exemple : mardi de la semaine dernière, quand l'équipe de nuit arrivait, le mélangeur était plein, le four était tout rouge, les ouvriers ont proposé de ne pas commencer le boulot tant que le patron ne donnerait pas sa réponse sur le samedi de nuit ; les délégués CGT et CFDT ont alors refusé d'appeler à la grève.

C'EST CETTE SEMAINE QU'IL FAUT DÉCIDER !

Et nous sommes nombreux à l'aciérie et au service BLD, dans toutes les tournées - y compris la tournée de nuit samedi

tants les différentes équipes.

En élargissant nos revendications,

En informant largement les ouvriers de tous les chantiers, pour engager une riposte d'ensemble de toute l'usine pour nos revendications. La journée d'action syndicale de la semaine prochaine doit être alors un moyen de faire connaître et d'élargir la lutte actuelle.

L'ENJEU DE LA LUTTE EST IMPORTANT

La direction l'a bien compris, la note de service qu'elle n'ose pas afficher (voir encart), son intransi-

DJIBOUTI : QUELLE INDEPENDANCE ?

une mission de l'OUA à Djibouti

Le conseil des ministres des affaires étrangères de l'OUA a décidé de mettre sur pied une mission exploratoire sur la situation à Djibouti. Quelques jours auparavant, on apprenait que Giscard d'Estaing avait écrit à une dizaine de chefs d'Etat africains pour les informer de la décision prise par le gouvernement français de reconnaître le droit à l'indépendance de Djibouti.

Un nouveau haut commissaire vient d'être nommé à Djibouti : Don Camille d'Ornano, spécialiste des colonies et néo-colonies françaises, qui a notamment été le directeur des affaires africaines et malgaches de 1965 à 1967. «Alors que jusqu'à présent, le haut commissaire de la République n'avait essentiellement dans le territoire que des rapports d'administration directe, désormais, à la suite des décisions du gouvernement, sa mission est un peu différente et nécessite une expérience de la négociation sur le plan intérieur qu'extérieur», a déclaré le gouvernement.

C'est Ali Aref, le chef de l'Assemblée territoriale, choisi par le ministère des colonies, qui «négocie» l'indépendance. Quelle sera la nature de cette indépendance ? En trois semaines, Aref est venu trois fois à Paris. Alors qu'aucune des modalités pratiques de l'accession à l'indépendance n'a été définie, Aref affirme : «Je suis ici à la demande de Monsieur Olivier Stirn... pour signer plusieurs conventions concernant l'aide technique et financière que Paris nous accorde dans le cadre de la dernière phase de notre autonomie».

Le barrage ? M. Aref n'en dit mot. Les troupes françaises ? M. Aref veut qu'elles restent à Djibouti. M. Aref espère seulement obtenir le maximum pour lui en participant à l'organisation d'une indépendance «garantie par la France».

Quelle indépendance peut se réaliser, avec, à la tête du pays, un visiteur si assidu du ministère des colonies, et dont toute la force repose sur l'appareil de domination coloniale ?

LE «CHANGEMENT» DE POLITIQUE IMPÉRIALISTE A DJIBOUTI

YA-T-IL UN CHANGEMENT ?

Lors de sa visite à Djibouti, au mois de janvier 1973, Georges Pompidou alors président, en guise de réponse à un peuple hostile à toute domination étrangère, disait : «Vous êtes français parce que vous voulez l'être et le rester et personne ne pourra aller contre cette vérité d'évidence».

Quant à Messmer, à l'époque où il détenait le portefeuille du Ministère des Colonies, il est même allé plus loin en disant : «La France est assez puissante pour briser dans l'œuf toute attaque venant aussi bien de l'extérieur que de l'intérieur». A travers ces propos se manifestait une préoccupation majeure des dirigeants français d'alors :

maintenir le peuple de Djibouti dans l'oppression et l'exploitation de l'impérialisme.

Ce qui paraît paradoxal aujourd'hui c'est que l'ancien patron de Matignon tient des propos qui contredisent apparemment ses anciennes thèses au sujet de Djibouti. Il prétend que Djibouti «a perdu ses intérêts stratégiques pour la France. Donc il est temps de décoloniser ce pays dès lors que même la majorité de ses habitants réclament l'indépendance». Les dirigeants actuels de la France partagent les mêmes points de vue que Messmer. La preuve en est qu'un communiqué, admettant «la vocation de l'indépendance pour Djibouti», a été signé le 30 décembre dernier par Giscard et son valet local Ali Aref.

- La France colonialiste est-elle devenue d'un seul coup une France qui respecte les aspirations du peuple ?

- Comment se fait-il qu'un Messmer, jadis niant la revendication à l'indépendance du peuple de Djibouti, la reconnaît aujourd'hui ?

- L'ancien colonel de la Légion s'est-il transformé en anti-colonialiste ?

Il faut signaler qu'il y a là un changement de langage de la part des colonialistes français. C'est que ces derniers reconnaissent, pour la première fois d'ailleurs, le principe de l'indépendance de notre pays qu'elles que soient les raisons qu'ils avancent. Mais il ne faut pas être dupe, car le dit changement n'est qu'une tactique qui s'inscrit dans le cadre d'une même stratégie colonialiste.

POURQUOI CE CHANGEMENT DE TACTIQUE ?

Selon nous, plusieurs facteurs ont acculé le colonialisme français à changer de tactique. Certains sont internes, d'autres sont externes. L'impérialisme français est depuis longtemps traversé par une profonde crise économique. Pour essayer de s'en sortir, il tente de rejeter le poids de la crise sur les pays qu'il domine et plus particulièrement sur ses propres colonies. Face à cela, notre peuple se soulève et mène des grandes luttes pour la réalisation de ses aspirations légitimes, à savoir une indépendance totale et immédiate. Depuis les grands mouvements anti-colonialistes de 1966-67 et surtout le début de l'année 1975, le peuple de la côte Afar-Somali remet en cause plus que jamais la présence de la domination étrangère sur son sol national. Les luttes populaires deviennent plus intenses et plus profondes. Les grèves et les manifestations se succèdent :

- Manifestations populaires lors du procès du directeur de journal anti-colonialiste «IFTIN» en janvier 1975.

- Manifestations lors de l'arrivée du Ministère des colonies STIRN en mai 1975.

- Grève des élèves du lycée et de CET de Djibouti en janvier 1975.

- Grève des élèves de l'école primaire et du CES de Tadjoura en avril 1975, etc...

A travers ces luttes grandissantes, le colonialisme français voit ses intérêts fondamentaux menacés. Et cela l'oblige à envisager d'autres solutions. C'est ainsi qu'il organise avec l'aide de la réaction locale, des affrontements en mai, juin 75 entre les deux nationalités sœurs. Et cela pour briser l'essor de la lutte populaire et l'unité agissante de deux nationalités. Sa tentative de division ayant échoué, le colonialisme français entame la mise sur pied d'un régime néo-colonial entièrement voué à sa cause.

Bien que n'étant pas, certes, aussi déterminants que la lutte du peuple, des facteurs externes ont joué un rôle non négligeable dans la précipitation et la préparation du processus néo-colonial. La destruction de l'empire colonial portugais par les peuples de Guinée Bissau Cap Vert, de Mozambique, de l'Angola, les victoires éclatantes des peuples indochinois contre l'impérialisme américain, la campagne de dénonciation que le gouvernement somalien a menée au niveau des instances internationales - OUA, Ligue Arabe, ONU - ont créé une conjoncture internationale défavorable à l'impérialisme français. Le renoncement du «droit historique» de l'Ethiopie sur Djibouti et la reconnaissance du droit à l'indépendance du peuple de la Côte Afar-Somali par le régime du Mogadiscio au sommet de l'OUA à Kampala en juillet 1975 ont aussi privé le colonialisme français de l'un de ses vieux arguments à savoir sa présence à Djibouti «constitue un facteur de paix et de stabilité dans la région».

Sachant pertinemment que la domination coloniale directe n'est plus viable, l'impérialisme français a recouru à la solution néo-coloniale.

C'est surtout pour sauvegarder ses intérêts fondamentaux face aux développements des luttes populaires de plus en plus radicales que l'impérialisme français amène son fidèle serviteur AREF à demander une indépendance néo-coloniale avec l'aide et la garantie de celui-ci.

Mais le colonialisme français oublie que ce sont les masses populaires qui font l'histoire et qu'elles sauront déjouer toutes manœuvres qui tendent à usurper les fruits de leurs luttes.

Union Nationale des Etudiants de la Côte Afar-Somali (UNECAS)

A DJIBOUTI, IL Y A UN BARRAGE

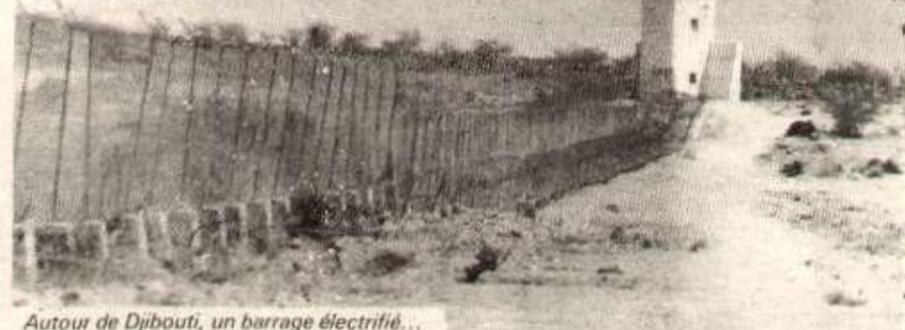
A Djibouti, il y a un barrage de fil de fer barbelé électrifié. Tout autour de la ville, il a été dressé en 1968, sous la responsabilité de Dini, actuellement membre de la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance. Le gouvernement français voulait ainsi contrôler la population, après les grandes manifestations. On ne rentre ou ne sort que par un point, un poste de la légion.

IL FAUT AVOIR DES PAPIERS

Pour vivre à Djibouti, et pour passer le barrage, il faut avoir des papiers. Pour avoir des papiers il faut donner l'acte de naissance du père, et comme l'Etat Civil n'existe que depuis 1951, les papiers sont délivrés au gré de l'administration. Ce sont des cartes d'identité spéciales sur laquelle sont inscrites la tribu, la fraction et la sous-fraction à laquelle vous appartenez. Si cette carte n'a aucune valeur en France, là-bas, la carte nationale délivrée en France n'a pas de valeur non plus. Pour les obtenir, on va à la gendarmerie qui fait une enquête et transmet son avis à la Sûreté qui fait une nouvelle enquête, avant de soumettre ses conclusions au commandant de cercle, une sorte de préfet, qui donne son avis avant que le tribunal ne vous délivre le certificat de nationalité :

«Ma mère n'a jamais de papiers, explique un habitant de la côte Afar-Somali, c'est le chef de la tribu qui les conserve. Il vote pour elle».

«Mon père, lui, ne voyait pas l'utilité d'en avoir, raconte un autre, je suis chez moi, disait-il. Aussi, je n'ai eu pour toute pièce d'identité que mon acte de naissance. J'ai fait toutes les démarches extrêmement longues. Mais lorsque je suis



Autour de Djibouti, un barrage électrifié...

allé du tribunal j'ai appris qu'il y avait un arrêté d'expulsion contre moi parce que j'avais fait 15 jours de prison en 1966, à la suite des événements».

Les papiers sont un constant moyen de pression, d'intimidation. Celui qui n'en a pas peut être immédiatement déclaré étranger et déporté vers la Somalie ou l'Ethiopie. On a vu toute une tribu, qui avait refusé de soutenir Aref être déclarée «étrangère».

Jour et nuit, les patrouilles de police circulent, vérifient les cartes d'identité, expulsent ceux qui n'en ont pas. Vous êtes arrêtés dans la rue : vos papiers sont en règle, mais le gendarme peut vous les déclarer étranger et vous expulser. Votre famille est à Djibouti : elle ne peut pas sortir ; vous êtes hors de la ville ; vous ne pouvez pas entrer. Le père d'une étudiante fut expulsé et rejoignit Madagascar. A sa mort, sa famille voulu regagner Djibouti. Certains de ses

enfants avaient la nationalité française, d'autre pas. Ainsi certains restèrent derrière le barrage quand les autres purent entrer à Djibouti.

DERRIÈRE LE BARRAGE

Derrière le barrage, il y a un bidonville. Là vient les nomades dont les troupeaux ont été décimés, ils espèrent pouvoir entrer à Djibouti pour y trouver de quoi survivre. Avec eux vivent ceux qui ont été expulsés et espèrent rentrer à Djibouti. Mais pour entrer, il faut des papiers, les nomades n'en ont pas, les expulsés n'en ont plus. Au barrage, la légion fouille tout le monde... non ! Les habitants de la côte Afar-Somali seulement. Le train s'arrête. Tous les gens du pays doivent descendre, se prêter au contrôle, ceux qui n'ont pas de papiers ont refoulés, même s'ils ont toute leur famille à Djibouti. Aujourd'hui, une famille de Djibouti a certains de ses membres derrière le barrage, d'autres en Somalie,

d'autres en Ethiopie que les colonialistes ont expulsé.

A Djibouti, tout le monde peut être expulsé. Les rafles sont fréquentes. En un quart d'heure, la ville est cloisonnée ; de gros camions tirent des rideaux de barbelés le long des rues, rue de Brazzaville, Boulevard De Gaulle, rue Afar jusqu'à la place Rambaud. Plus personne ne peut plus ni entrer, ni sortir du quartier. Le lendemain, l'armée arrive et fouille maison par maison, casse les portes si on ne lui ouvre pas assez vite. Tous ceux qui ne sont pas en règle sont immédiatement expulsés, emmenés en camions à la frontière. Certains reviendront : ils devront rester dans le bidonville.

La vie de chaque jour à Djibouti se passe à l'ombre des barbelés du barrage, sur lequel veillent des milliers de soldats.

G. CARRAT
en collaboration avec UNECAS

INTERVIEW

Entretien avec

GILLES SERVAT

N'eus nemet blas ar frankis gant ar gwerziou
Ne zigoro nt ket doriou an toullbac'h

Les chants ont seulement le goût de la liberté
Ils n'ouvrent pas les portes des prisons
dernier couplet de An eostig Toullbac'h et
(le rossignol captif)

recueilli par Eric BREHAT

Gilles Servat, breton de souche qui a retrouvé la Bretagne. Breton qui a retrouvé son pays dans ce qu'il a de plus fort, dans ses hommes et ses femmes, dans sa culture bafouée, dans ses luttes. C'est au cours de ces luttes d'ouvriers et de paysans qu'il vient souvent chanter, pour leur soutien et leur popularisation. Sa chanson est forte, elle fait le silence parmi ceux qui l'écoutent, elle pousse à la discussion, aussi. Forte parce qu'elle réussit, comme dans «*la grève du joint Français*» à porter les aspirations des luttes, forte parce qu'elle donne, comme dans «*la blanche Hermine*» le désir de la lutte.

Gilles Servat tend aujourd'hui à être un chanteur populaire, dans le vrai sens du terme, en exprimant la

vie des travailleurs, leurs problèmes et leurs aspirations et tout particulièrement, pour le peuple breton. La voie n'est pas facile, car multiples sont les facteurs qui cherchent à faire revenir en arrière, dans ce domaine que la bourgeoisie prétend dominer.

Il a choisi de mettre sa chanson au service de la libération du peuple breton, de ces ouvriers, de ces paysans, de ces marins exploités dans leur travail, mais aussi dans leur identité culturelle. Dans la salle des fêtes d'Argenteuil où nous sommes rencontrés pour avoir cet entretien encore bien limité, les jeunes de cette banlieue parisienne qui remplissaient la salle se sont reconnus dans la chanson. Il ne sont pas bretons, mais il faut croire que les aspirations des travailleurs bretons et d'ailleurs se rejoignent.

Paysans des grèves du lait,
Ouvriers du Joint Français,
Vos actes sont la semence
D'où germe notre espérance.

A Nantes est faite chanson nouvelle
A Nantes est faite chanson nouvelle,
Sur la grève des ouvriers
A l'usine du Joint Français.



S'il y a trop de chômeurs, y'aura du désordre,
Il faudra des policiers pour maintenir l'ordre,
Hitler le disait déjà, un chômeur c'est pas rentable,
Un soldat, ça coûte moins cher, et c'est bien plus raisonnable.
Mais de tous ces policiers, qu'est-ce qu'on va en faire ?
Mais de tous ces policiers, qu'est-ce qu'on va en faire ?
Ils s'en iront à la ville, tra la la lalère,
Taper sur les ouvriers, taper sur leurs frères,
Taper sur les ouvriers, taper sur leurs frères.

belle forme de chanson, le kan ha diskann. Il y a deux ou trois chanteurs qui se succèdent en chevauchant les paroles de leurs chants, l'un reprenant ce par quoi le précédent finit, et allant plus loin. Il n'y a pas d'arrêt. C'est très fort, et aujourd'hui, il y a des textes politiques dans ces formes, des textes sur la réalité actuelle. Quand il y a des bagarres avec les CRS, cela donne des chansons... «*Moderniser*» le folklore,

QdP : «*Moderniser*», comme tu le dis, cela pose le problème du contenu : au service de qui met-on ce renouvellement ?

Gilles : Pour moi, la lutte du peuple breton doit être la lutte pour sa libération, et ceci par la lutte de classe. Aussi je pense que sa culture doit être le véhicule de cette lutte. En Bretagne, la langue bretonne doit être un véhicule révolutionnaire, sinon, je le crains, elle disparaîtra, inutile. Une langue, ce n'est pas bien «*en soi*»...

QdP : La visite de Chirac en Bretagne, la claque qu'il y a reçu, ce que lui ont dit les ouvriers d'Olida, à Loudéac... Qu'en penses-tu, et y vois-tu un thème de chanson pour toi ?

Gilles : Pour ce qui est de faire une chanson sur la visite de Chirac, je n'en ferai pas. Je suis sûr qu'il y en aura beaucoup de faites par les travailleurs eux-mêmes, (surtout chez les paysans où l'expression traditionnelle est la plus vivante) et elles seront meilleures que ce que j'aurais pu faire. Et dans la mesure où, aujourd'hui il y en a beaucoup qui font des chansons, en Bretagne, à partir de ce qu'ils ont vécu, mon domaine se restreint de plus en plus (et tant mieux, moins je serais utile, plus le peuple prendra la parole !). Les chansons qui seront faites sur la visite de Chirac seront précisément ce véhicule révolutionnaire dont je parlais. Ce que je peux faire peut-être plus facilement, c'est lier ce qui se passe en Bretagne à ce qui se passe ailleurs.

QdP : Quand tu dis que cette forme est conservatrice, que veux-tu dire exactement ? Parce que si cette forme permet d'exprimer les sentiments et les idées du peuple, elle n'est en tout cas pas réactionnaire.

Gilles : Quand je dis conservatrice, je ne veux pas dire réactionnaire. Le contenu peut être conservateur ou révolutionnaire, par exemple, chanter en breton, n'est révolutionnaire que si l'on chante des choses révolutionnaires.

La forme traditionnelle est conservatrice, parce qu'elle est le véhicule d'une culture «*d'analphabètes*» (ce qui n'a rien de péjoratif). C'est le support de la culture orale. Elle bouge peu. C'est en quelque sorte ce qui permet aux peuples dont la culture n'est pas enseignée de s'exprimer dans une forme qu'ils connaissent depuis leur plus jeune âge, sans difficultés. Ainsi, le peuple breton a toujours parlé dans sa culture

s'exprime. Les formes culturelles populaires sont un acte profondément collectif. Par exemple, dans la musique traditionnelle, on ne dit jamais que c'est de tel, mais que c'est de tel ou tel village, ou de tel ou tel coin.

QdP : Cette forme traditionnelle, elle est utilisée par la bourgeoisie, aussi. Par exemple les fêtes de Cornouaille, à Quimper, avec force costumes traditionnels, défilés de Bagads et danses populaires. Mais c'est destiné aux touristes...

Gilles : Bien sûr, ça n'a rien à voir avec ce que j'appelle la tradition. Remarque les costumes sont très beaux... Non pour moi, la tradition populaire, c'est ce qui est vécu par les gens. L'exhibition de ce qui n'existe plus, c'est de l'esthétisme complet, doublé d'un aspect commercial aussi. Ça a perdu tout sens utilitaire réel. Or l'art, cela doit être profondément utili-



traditionnelle, et la bourgeoisie bretonne à travers la culture bourgeoise française. D'où notre position (en tout cas la mienne) en porte à faux, car nous avons été à l'école et nous avons reçu cette culture bourgeoise. Et si je pense qu'il faut rechercher la tradition, c'est parce qu'en elle le peuple

taire. L'art pour l'art, c'est ce que la culture bourgeoise essaye de faire croire... Cette tradition dont je parle, elle existe toujours, mais jusqu'à une période toute récente, il n'y a guère de création. Les fest-noz, ça existe toujours. Mais aujourd'hui, il y a un renouvellement. Par exemple, il y a une très

Quotidien du Peuple : Il y a trois ans, tu disais «*je veux pouvoir, à mon tour, faire des chansons populaires bretonnes, et pour cela il faut que j'assimile la culture populaire bretonne*». Qu'en penses-tu aujourd'hui ?

Gilles Servat : Dans la lutte que mène le peuple breton, sa culture est une arme très importante.

Mais le problème pour des chanteurs comme moi, c'est que nous voulons exprimer des idées révolutionnaires avec des formes bourgeoises, parce que c'est de cette

culture que nous sortons. Il y a peu, aujourd'hui, de formes culturelles ayant complètement rompu avec la bourgeoisie, alors nous faisons en quelque sorte le lien. Pour ce qui est des formes bretonnes, elles sont toutes populaires, c'est ce qui en fait l'importance.

On peut dire que la tradition (les formes culturelles bretonnes en font partie) est conservatrice dans sa forme, mais on peut tout y exprimer, la révolte, l'amour, la lutte, la beauté, le pays... Elle a très peu évolué, mais on peut y dire tout ce qu'on veut.

CLASSES

à Christine Mochon.

Aujourd'hui le travail a cessé
Dans l'usine que voici
Pas un bruit le portail est cadenassé
Qui sont donc les gens qui sont en grève ici.

Vous devinez ce qu'on pourrait voir
Si c'étaient des ouvriers
Les rangs silencieux des uniformes noirs
Avec des chiens des casques et des boucliers.

Ceux qui ont arrêté le travail
Sont les amis du patron
Pour la mort d'un homme écrasé sur les rails
Un juge a osé l'envoyer en prison.

Ceux qui n'ont rien dit des accidents
Ceux qui pensent que la mort
D'un homme sur un chantier n'est qu'un incident
Pour ce patron ils ont crié le plus fort.

Je ne sais s'il fallait beaucoup chercher
Quand on voulait autrefois
Cracher à la gueule d'un gars qu'on méprisait
Aujourd'hui on n'a que l'embarras du choix.

Une cour de justice de classe
Relâche le prisonnier
Un juge indépendant a bien de l'audace
Tant de robes cachent tant d'échines courbées.

Loin de là les uniformes noirs
Quelques jours auparavant
En faisant respecter l'ordre du pouvoir
Ont crevé l'œil d'une jeune fille de dix-sept ans.

Quand on travaille dans la chaussure
Dans la ville de Fougères
Et qu'on proteste contre les fermetures
On subit la brutalité policière.

Gilles SERVAT chantera à la Mutualité
le 21 mars

lors du rassemblement communiste organisé par
le Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

LA VIE DU JOURNAL

PARMI VOS LETTRES

Une visite de musée pas comme les autres

Cela paraît incroyable ! C'est pourtant ce qui s'est passé lors de la visite du musée de la Résistance à Besançon que les instituteurs sympathisants du « Quotidien du Peuple » ont faite le samedi. Avec eux, des travailleurs, des enseignants, des étudiants. Un ancien déporté et résistant avait pris en main la préparation de cette visite : il avait invité deux camarades anciens résistants et c'est une ancienne agence de liaison qui présentait le musée. Grâce à la variété des documents présentés et grâce surtout à la très riche discussion qui a suivi, les visiteurs ont découvert l'importance historique de cette période pour notre peuple.

Après l'armistice, beaucoup de gens ont été trompés par la propagande de Pétain, « Le Vainqueur de Verdun ». Et puis très vite, les travailleurs ont compris qu'il était un traître.

Témoin ces premiers tracts, tirés à quelques exemplaires sur une imprimerie d'écolier : ils étaient le signe d'une révolte individuelle, isolée, mais aussi d'une grande détermination ; déjà, c'est la lutte du peuple qui se mettait en marche.

Les héros étaient issus du peuple mais ils ne figurent pas dans les livres d'histoire. Une exemple : celui de cet agent de liaison du Jura, qui, après plusieurs mois d'un travail obscur fut arrêté, et torturé, il préféra se couper les cordes vocales plutôt que de parler. Lâché pour mort par les nazis, il est soigné par les médecins français et réussit à s'évader de l'hôpital de Besançon. Il reprit ses missions, mais il fut repéré et assassiné dans un petit café de Poligny. Au fil de la visite, apparurent les grandes questions :

- quel rôle joua Jean Moulin, cet émissaire venu de Londres, envoyé par De Gaulle, officiellement pour assurer la coordination des différents mouvements de résistance ? Les témoignages des résistants présents nous font découvrir qu'il est presque certain qu'il avait un autre but : celui de reprendre en main la Résistance, devenue trop dangereuse parce que de plus en plus forte et proche du peuple, et de la lier étroitement à une certaine bourgeoisie dont De Gaulle représentait, à Londres les espoirs. Jean Moulin savait-il même le rôle qu'il jouait ? La discussion, là-dessus, alla bon train.

- Puis, après la Libération, le PCF, en la personne de Thorez, demande à tous les FTP et Milices Patriotiques de rendre leurs armes. C'est en pleurant que bien des résistants se soumettront : ils ont conscience de s'être laissés abuser par la bourgeoisie qui reprend les rênes. Et c'est sur ce point que nous découvrons, trente ans après, que cette trahison du PCF, les anciens résistants ne l'ont pas oubliée. Il nous faut retrouver tous ceux, et ils sont nombreux dans la région, qui savent que la Résistance a été trahie.

Une idée de souscription

Nous avons décidé d'envoyer chaque mois au Quotidien du Peuple, la somme de cent francs. Nous souhaitons que cette idée de souscription mensuelle soit soumise aux camarades lecteurs.

Bordeaux

Au service du peuple

Je vous envoie mon soutien financier, car je pense qu'un journal comme le vôtre est entièrement au service du peuple. Maintenant, je vais le faire connaître et, en discuter autour de moi et auprès de mes camarades de travail.

R.D. cheminot Paris

CET ARTICLE N'A PAS ETE COMPRIS

« De même, dans les récits de certaines luttes les lecteurs soulignent une tendance à sous-estimer les contradictions au sein des masses : l'article sur la grève à la RATP n'a pas été compris, car

les lecteurs ont vu des usagers de la RATP ne pas comprendre la grève, et parfois la dénoncer.

(compte-rendu d'une réunion de lecteurs Paris banlieue Nord)

Il est vrai que parmi les travailleurs qui ont du rattraper ensuite des cadences parce qu'ils arrivaient en retard, ou qui ont perdu une journée de travail, ou qui simplement ont du mettre deux fois plus de temps pour rentrer chez eux le soir, certains ont manifesté leur colère, ont même pu dénoncer la grève.

venait pas aussi en partie de la conscience plus ou moins claire que des grèves de ce genre, à répétition et sans lendemain, ne changeront rien, que ce soit pour les travailleurs de la RATP, comme pour les usagers ? Comment changer alors ? Et que faut-il attendre ?

Et dans la mesure où nous n'avons pas rendu compte de cette hostilité, nous nous sommes privés des moyens d'expliquer ces contradictions... et de les résoudre. Venaient-elles de l'absence totale de popularisation, de la part des directions syndicales ? Pourquoi pas un seul tract, pas de manifestation ? Pourquoi les grévistes étaient-ils à peu près invisibles dans le métro ? Est-ce que la colère d'un certain nombre de travailleurs ne

La leçon de tout cela ? Elle est simple : prendre en compte dans une enquête uniquement les aspects qui semblent positifs à première vue, c'est une mauvaise démarche ! Est-ce pour autant un « manque d'objectivité », le désir de « tirer la couverture à soi » ? Nous ne le pensons pas, puisque les points de vue énoncés n'ont certes rien d'inventé ! Il s'agit bien plutôt d'une difficulté du journaliste à voir dans son enquête, même la plus modeste, l'occasion de mener une lutte en

confrontant les points de vue contradictoires qui existent. Cela l'amène à « raccrocher » d'une manière artificielle quelques remarques vécues à un point de vue rapidement forgé et qu'il ne cherche pas à vérifier, à étayer, à enrichir, c'est-à-dire à transformer au contact des masses.

En l'occurrence, il y avait au départ l'idée qu'aujourd'hui les choses ont changé depuis 71, que la propagande bourgeoise de division contre les travailleurs des transports a moins de prise... Cette idée n'est pas fautive en soi, mais elle est certainement partielle, étriquée. Elle ne permet pas de convaincre véritablement. Vous voyez camarades, que vous mettez le doigt sur une difficulté importante du travail du journaliste communiste ! La résoudre, c'est ce à quoi vous pouvez nous aider par vos lettres et vos contributions.

Monique CHERAN

VIE QUOTIDIENNE

COMMENT ENGAGER CETTE FORME D'ACTION ?

Pour un camarade qui veut faire carrière dans les Postes, parce qu'il n'y a rien d'autre, et qui habite la province. Il lui faut passer le concours pour être nommé stagiaire, et quand il est reçu, on vient lui dire qu'il faut monter à Paris pour faire un stage de 6 mois et parfois plus. Quand le gars arrive à Paris, des problèmes vont se poser pour lui et pour les autres camarades qui vont monter avec lui.

Quand il débarque à Paris, il lui faut trouver un foyer qui le pend pour 3 ou 4 mois au plus, puis il lui faut trouver une chambre le plus vite possible. La plupart du temps, nous trouvons des chambres de bonnes à des prix qui ne sont pas donnés par exemple, une chambre de 3 m. sur 2 ou 4 m. sur 3, avec le chauffage et tout le reste mais pas d'eau chaude, pas de douche et les toilettes qui se trouvent sur le palier. Mais le prix y est aussi de 300F tous les mois ce qui fait assez cher dans la paye d'un travailleur.



Pour le samedi, il va essayer de faire son possible pour retourner chez lui tous les samedis à condition qu'il n'habite pas trop loin. Mais pour d'autres, cela se passe d'une autre façon, car si le gars habite trop loin, il fait son possible pour aller chez lui tous les mois seulement ou alors prendre quelques jours pour aller chez lui. Dès qu'il pose sa demande de mutation il faut attendre 4 ou 5 ans pour retourner

chez lui. Voilà les conditions de travail que nous propose la bourgeoisie, elle bloque toutes mutations alors qu'en province, il manque d'effectifs sur place. Je pense qu'il faudrait faire les mutations de tous les provinciaux de Paris et donner du travail aux milliers de jeunes chômeurs qui habitent Paris. Comment engager cette forme d'action ?

B.M. Paris 13^e

JE M'ABONNE

250 F	1 AN	80 F	3 MOIS
150 F	6 MOIS	30 F	1 MOIS

Envoyez à :
le Quotidien du Peuple
BP 225
75 924 Paris Cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

je donne 10 F 50 F 100 F F

Envoyer à :
Le Quotidien du Peuple BP 225 75 924 PARIS Cédex 19
CCP 23 132 48 F PARIS

COMMUNIQUÉS

Pour la libération des emprisonnés, pour la levée des inculpations, en soutien aux luttes de soldats, un meeting organisé par le collectif pour la libération des emprisonnés et la levée des inculpations.

Salle Roger Sallengro
Grand Place LILLE
Samedi 31 à partir de 16h

« Contre la répression qui vise l'ensemble de la classe ouvrière, Exigeons la libération de tous les inculpés et l'arrêt des poursuites ! Contre les campagnes sur les libertés des partis bourgeois de droite comme de « gauche » qui cherchent surtout à soigner leur image en vue des prochaines combinaisons électorales.

Défendons le droit de grève, et le droit syndical menacés ! Un an après la catastrophe de Liévin, le rapport du service des Mines couvre la responsabilité écrasante des Houillères. Il faut que la vérité éclate et que soient punis les fautifs ! Développons nos luttes dans la perspective du pouvoir des ouvriers et des paysans !

Réunion publique du PCR (ml)
samedi 31 janvier à 14 h 30
café des Alouettes (Montceau)

COMMUNIQUÉ D'ANIMATION CULTURELLE

« Le ciné-club AMPHI 24 » de Jussieu présente, le samedi 31 janvier 1976 de 12 heures à 24 heures, un festival de films québécois

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
55 942

RÉUNION DE LECTEURS

POMPEY-FROUARD
Réunion des lecteurs du Quotidien du Peuple à Pompey
Samedi 31 janvier à 20 h 30
Rendez-vous devant le café cinéma «Casino» à Pompey

TÉLÉVISION

Sur FR3, vendredi soir : LA PEUR DES FINS DE MOIS

D'emblée, le présentateur pose les questions auxquelles l'enquête va répondre : la peur de la fin du mois touche-t-elle beaucoup de français ? Dans quelles conditions ? Pourquoi ?

A l'heure de la hausse galopante des prix (notamment des loyers et des charges, de la nourriture), certaines réalités familiales aux

travailleurs ne pouvaient pas être passées sous silence. Un témoignage significatif : celui de la famille Legrand. Expulsés de leur HLM pour loyers impayés, ils vivent dans une cité d'urgence près d'Orléans. Madame Legrand s'occupe de ses 4 enfants ; son mari, ouvrier, gagne 1 400 F par mois. Chaque mois, 230 F sont prélevés automa-

tiquement sur son salaire pour rembourser les loyers impayés de son ancien appartement (saisie-arrêt sur salaire). Il doit aussi payer au percepteur d'anciennes dettes. Pour s'en sortir, il fait du travail au noir. En travaillant 18 H par jour, il arrive à un revenu mensuel total, de... 2 100 F !

Seul luxe à la maison : la télévision pour les enfants. Avec quoi leur paierait-il d'autres loisirs ?

D'autres témoignages sont venus confirmer que pour les travailleurs, le capitalisme signifie la misère ; ainsi cette ménagère qui vit dans la hantise de l'huissier et qui, en 11 ans, n'a pris que 10 jours de vraies vacances et encore aux moindres frais : pas sur la Côte d'Azur, non, mais dans la famille. Les fins de mois, chez les travailleurs, ça veut dire qu'à partir du 20 on n'a plus que de la menue monnaie pour payer son épiciériste et que même il faut lui demander crédit.

Soucieuse d'objectivité, l'émission nous a offert un sujet de consolation : bien des jeunes cadres tirent eux aussi le diable par la queue. La hausse des prix, plus rapide que celle des salaires fait qu'ils se retrouvent parfois avec des traites importantes, aujourd'hui difficiles à régler. Certes. Mais n'y

avait-il pas quelque indécence à s'attarder complaisamment sur leurs angoisses qui ne pesaient pas lourd à côté des témoignages des travailleurs. Indécence que les confidences grotesques d'un «jeune loup» sûr de lui, ne suffisaient pas à effacer.

Au-delà du simple constat, l'émission qui se voulait «sérieuse» se devait de trouver des responsables aux fins de mois difficiles. La crise, bien sûr fut citée au banc des accusés. La crise du pétrole, de la croissance, de la société de consommation, bref, le langage dans le style «coin du feu» que les travailleurs connaissent bien. Surtout, l'enquête nous désigna comme Ennemi Numéro Un, le crédit. Comme si les travailleurs se mettaient des traites sur le dos pour s'acheter le superflu ! En somme, comme à tant d'autres occasions on a mis en avant les comparses pour mieux escamoter la responsabilité du capitalisme. D'ailleurs, il y avait une autre «absence de marque» : les luttes des travailleurs contre les saisies, les expulsions, les salaires de misère... Il faut dire que, selon ces enquêteurs de la télé, le crédit tend à estomper les contradictions de classes, ce serait un bon «ciment social». Ne vous fiez pas trop à ce ciment là messieurs...

Claude ANCHER

SAMEDI 31 JANVIER

DIMANCHE 1^{er} FÉVRIER

TF 1

14 h 35 - Samedi est à vous
18 h 30 - Le ménage enchanteré
18 h 40 - Six minutes pour vous défendre
18 h 50 - Magazine automobile
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - La vie des animaux - les singes
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Numéro 1 : Gérard Lenorman
21 h 30 - «Grand-père Viking» - feuilleton
22 h 20 - LA VISION DE LA PRINCESSE aurore
23 h 40 - JOURNAL et fin

A 2

18 h 55 - LES CHIFFRES et des lettres
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - PAS DE FRONTIÈRES POUR L'INSPECTEUR série policière
22 h 05 - DIX DE DER
23 h 40 - JOURNAL et fin

FR 3

18 h 25 - ÉMISSIONS RÉGIONALES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UN HOMME, UN ÉVÉNEMENT
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - THALASSA
20 h 30 - LE BOURGEOIS GENTILHOMME Comédie
22 h 40 - JOURNAL et fin

TF 1

13 h 00 - JOURNAL
13 h 20 - Le petit rapporteur
14 h 05 - Les rendez-vous du dimanche
15 h 45 - Direct à la une «Hurricane» film américain de J. Ford et S. Heisler (1937)
19 h 45 - JOURNAL
20 h 30 - «Cinq cartes à abattre» film américain de H. Hataway (1968)
22 h 10 - L'Océan indien, Méditerranée de demain - enquête
23 h 10 - JOURNAL

A 2

13 h 50 - «Powder Kag» - film TV américain de D. Heyes
17 h 20 - M. Cinéma
18 h 15 - M.A.S.H. - série américaine
18 h 50 - Stade 2
19 h 30 - Ring Parade - variétés
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Système 2 - présentation G. Lux
21 h 40 - Schulmeister, l'espion de l'empereur
22 h 10 - Les cadets de la politique : M.-T. Goutmann
23 h 10 - JOURNAL

FR 3

20 h 05 - Les années épiques du cinéma
20 h 30 - Le gendarme du pacifique - reportage
21 h 30 - Le masque et la plume
22 h 30 - JOURNAL

MOTS-CROISÉS

VERTICALEMENT

- 1 - Possessif - Fit du tort.
- 2 - Les USA n'y ont pas perdu que la face.
- 3 - On l'a à l'œil - On croûle sous leur poids.
- 4 - Grande grève en 1975 - Utile au dessinateur.
- 5 - Note - Avare.
- 6 - Quand on l'a, on passe.
- 7 - Habitations sommaires.
- 8 - Milieu de jante. Conjonction.

HORIZONTALEMENT

- I - Vainquit.
- II - Certains n'en manquent pas - Porte de l'Espagne.
- III - Bruit de fermeture-éclair - S'illustra sinistrement au Chili.
- IV - Endroit populaire.
- V - Ile - Folle.
- VI - Mène la lutte en Irlande - Récites.
- VII - Giscard le fit pendant sa campagne.
- VIII - Donnent très violemment.



feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

RÉSUMÉ : Le journaliste américain E. Snow poursuit son reportage en zone libérée. Après sa rencontre avec Chou En-Lai, il arrive à Pao-an, capitale provisoire de la Chine rouge où il va rencontrer Mao Tsé Toung.

7^e épisode

RENCONTRE AVEC MAO TSÉ TOUNG

Pao-an était jadis une forteresse frontalière, qui, sous les dynasties T'ang et Kin, défendait l'Empire contre les envahisseurs nomades du Nord. Les restes de ses fortifications, flambant sous le soleil de l'après-midi se voyaient, flanquant le passage de la herse à travers lequel se déversaient dans cette vallée les légions conquérantes des Mongols. Il y a encore une cité intérieure où la garnison était autrefois cantonnée ; et de hautes défenses maçonnées, récemment perfectionnées par les Rouges, embrassent un espace d'environ un quart de mille où se trouve la ville d'aujourd'hui.

Je trouvai enfin ici le chef rouge que Nankin (1) combattait depuis dix ans - Mao Tsé Toung, président de la «République soviétique du Peuple chinois», pour employer le titre officiel qui était adopté depuis peu. L'ancienne appellation de «République des Ouvriers et Paysans chinois» avait été abandonnée lorsque les communistes avaient inauguré leur nouvelle politique en faveur d'un «Front Commun». (...)

250 000 YUAN SUSPENDUS SUR SA TÊTE

Je rencontrai Mao bientôt après mon arrivée : une silhouette décharnée, plutôt à la Lincoln, de taille au-dessus de la moyenne pour un Chinois, légèrement voûtée, avec une tête de cheveux noirs épais qu'il laissait pousser très longs, et de grands yeux pénétrants, un nez busqué et des pommettes saillantes. J'eus l'impression fugitive d'un visage intellectuel d'une grande sagacité, mais je n'eus pas l'occasion de vérifier ce trait avant plusieurs jours. La fois suivante que je le vis, Mao marchait sans chapeau dans la rue au crépuscule, causant avec deux jeunes paysans et gesticulant d'un air convaincu. Je ne le reconnus que lorsqu'on me l'eut indiqué - se déplaçant avec insouciance avec les autres flâneurs en dépit des 250 000 yuan que Nankin avait suspendus sur sa tête. (...)



Mao Tsé Toung à Yenan.

Comment pourrais-je choisir, au milieu de la grande abondance de matériaux inconnus, inexploités, quelques centaines de mots pour vous parler de cet intellectuel de souche paysanne mué en révolutionnaire ? Je n'essayerai pas un tel travail de condensation. L'histoire de Mao est comme la coupe géologique d'une entière génération, un guide précieux pour l'intelligence des sources de l'action en Chine, et plus loin j'inclurai en entier le récit passionnant de son histoire personnelle, exactement comme il me l'a rapportée. Mais ici, je voudrais essayer de transmettre quelques impressions subjectives et quelques faits intéressants à son sujet.

N'allez pas croire, avant tout, que Mao Tsé Toung puisse être le «sauveur» de la Chine. Ineptie. Il n'y aura jamais un «sauveur» de la Chine. Et pourtant l'on sent indéniablement une certaine force de destinée en lui. Ce n'est rien de vif ou de voyant, mais une sorte de robuste vitalité élémentaire. On sent que ce qu'il y a d'extraordinaire en cet homme provient de son éminente et étrange faculté de synthétiser et d'exprimer les besoins urgents de millions de Chinois, et particulièrement de la paysannerie - ces êtres humains appauvris, sous-alimentés, exploités, illettrés, mais bons, généreux, courageux et pour l'instant plutôt insubordonnés, qui forment la grande majorité du peuple chinois. Si ces besoins et ce mouvement qui les pressent en avant sont la

d'Edgar SNOW

AUX ÉDITIONS STOCK

dynamique qui peut régénérer la Chine, alors dans ce sens profondément historique Mao Tsé Toung pourrait devenir un très grand homme.

LE PREMIER JOURNALISTE ÉTRANGER A L'INTERVIEWER

Mais je n'ai pas la prétention de prononcer le verdict de l'histoire. Entre-temps, Mao offre de l'intérêt comme personnalité, en dehors de sa vie politique car, bien que son nom soit aussi familier à beaucoup de Chinois que celui de Tsiang Kai-chek, on savait très peu de lui, et toutes sortes d'étranges légendes existaient à son sujet. Je fus le premier journaliste étranger à l'interviewer.

La vie de Mao a la réputation d'être sous un charme. Ses ennemis l'ont maintes fois déclaré mort, pour le retrouver quelques jours plus tard aussi actif que jamais dans les nouvelles quotidiennes. Le Kouomintang a de même officiellement «tué» et entermé Chou Teh (2) à plusieurs reprises, information corroborée à l'occasion par des missionnaires doués de seconde vue. Les nombreux trépas de ces deux hommes célèbres ne les ont pas empêchés d'être mêlés à force exploits spectaculaires, y compris la Longue Marche. En fait, Mao était dans une de ses périodes de décès journalistique lorsque je visitai la Chine Rouge : je ne la trouvai pas moins très effectivement vivante. Il semble cependant y avoir quelque fondement à la légende selon laquelle sa vie est sous un charme dans le fait que, quoiqu'il ait pris part à des douzaines de combats, qu'il ait été une fois pris par l'ennemi et qu'il se soit échappé, et que la plus haute récompense du monde ait été mise sur sa tête, il n'a jamais été, de tout ce temps, blessé une seule fois.

Lorsque je le rencontrai en 1936, Mao avait 43 ans. Il avait été élu président du Gouvernement soviétique central provisoire au II^e Congrès panchinoïse des Soviets, congrès auquel assistaient les délégués représentant une population d'environ 9 millions d'âmes vivant sous la loi communiste.

(1) Capitale du Kouomintang

(2) Commandant en chef de l'Armée Rouge

INTERNATIONAL

ALORS QUE L'ALGÉRIE RETIRE SES SOLDATS

LE F. POLISARIO AFFRONTÉ LES TROUPES MAROCAINES

Ce sont les troupes du F. Polisario qui ont escorté les soldats algériens qui se trouvaient à Amgalla lorsque les troupes marocaines ont attaqué le convoi de vivres de l'armée algérienne, rapporte des informations parvenues hier soir. Contrairement aux bruits qui avaient couru ces jours derniers, l'Algérie n'a fait intervenir ni blindés, ni avions au Sahara. Par ailleurs, les troupes marocaines prépareraient une grande offensive contre la ville de Mahbes, à 40 km de la frontière algérienne. C'est un centre très important pour le Front. La

première réunion conseil national s'y était tenue fin décembre. Toute l'aide qui transite par l'Algérie passe par cette ville. Le roi du Maroc poursuit son œuvre de liquidation du peuple sahraoui. De son côté, le gouvernement marocain fait état de plus de cent prisonniers algériens, et annonce avoir fait « plusieurs dizaines de morts dans les rangs du Polisario ». Il confirme ainsi sa politique criminelle. L'attaque marocaine était dirigée contre un important camp de réfugiés saharouis. Combien y a-t-il de femmes et d'enfants parmi ces victimes ?

Les affrontements entre soldats algériens et troupes marocaines ont donné lieu à une grande activité diplomatique de la part de certains gouvernements arabes. Le roi du Maroc a reçu le ministre irakien de l'information, le vice-premier ministre syrien, le vice-président égyptien. Des représentants de ces mêmes gouvernements ont été également reçus par le président Boumediène, qui s'est également entretenu avec le premier ministre libyen et le ministre de l'intérieur tunisien. L'ensemble de ces démarches montre l'inquiétude des pays arabes devant une menace de guerre entre pays du Maghreb. De son côté Yasser Arafat, président de l'Organisation de Libération de la Palestine a envoyé un message aux gouvernements des deux pays leur demandant de « faire un effort » pour préserver la paix entre les deux pays.

L'Algérie a adressé des messages aux organismes de l'ONU affirmant la nécessité d'une action urgente pour l'élimination de la cause de la tension dans cette zone du monde, à savoir l'exercice libre du droit à l'auto-détermination par le peuple sahraoui et l'évacuation des troupes d'occupation du Sahara occidental.

Ce que refuse le gouvernement marocain : « Nous



sommes chez nous » affirmait hier l'ambassadeur marocain en France, en parlant du Sahara. « Nous avons atteint notre but, nous avons nettoyé ce nid de subversifs... et Amgalla est depuis hier dans les mains des marocains ». Chez elles les troupes marocaines ? Alors pourquoi ont-elles fait appel à l'armée espagnole qui leur a fourni 800 hommes pour leur servir de guides, comme l'indique radio-Sahara libre ? Pourquoi les espagnols recherchent-ils aux Canaries et dans les villes occupées du Sahara les quel-

ques anciens membres des troupes nomades et de la police territoriale pour les livrer aux troupes marocaines afin qu'elles trouvent leur piste sur cette terre que les soldats du Polisario sillonnent sans jamais hésiter ? Non la guerre n'est pas finie ! Alors que le grave incident algéro-marocain touche à son terme, les combats se poursuivent dans la région de Amgalla annonce radio-Sahara Libre. A Bir Enzarar, au centre du Wadi Dahab (Rio del Oro), la partie sud du Sahara, de durs combats

opposent l'armée mauritanienne appuyée et encadrée par les troupes marocaines aux forces du F. Polisario ; la guerre n'aura pas de fin tant que le roi du Maroc ne renoncera pas à l'annexion. « L'escalade de l'agression de la monarchie marocaine contre la révolution algérienne n'est qu'une manœuvre de diversion destinée à étouffer le problème de l'auto-détermination et de l'indépendance du Sahara Occidental » a déclaré le porte-parole du F. Polisario. Grégoire CARRAT

Le quotidien du peuple

En bref

Accord secret sur les ventes de matériel nucléaire

Les USA, l'URSS, le Canada, le Japon, la République Fédérale Allemande, la Grande-Bretagne et la France viennent de signer un accord secret fixant les principes de contrôle des ventes de réacteurs, d'uranium enrichi et de techniques nucléaires.

La République Populaire de Chine ne participe pas à cet accord, par lequel les pays possesseurs de techniques nucléaires essaient de conserver leur monopole. Aux termes de l'accord aucun des sept pays ne prendra d'avantage commercial sur les autres. Cependant, il est douteux que la concurrence qui s'exerce entre URSS, USA et France pour la livraison de matériel nucléaire, à l'Inde par exemple, en soit atténuée.

Au contraire, la concurrence sera encore accrue, parce que les sept pays doivent se mettre d'accord au préalable pour toute vente de matériel nucléaire. Les ventes de l'Allemagne Fédérale à l'Afrique du Sud et de la France à la Corée du Sud recevront-elles l'accord ? Et celles des USA à Israël ? Cet accord vise à empêcher que les équipements nucléaires tombe entre de mauvaises mains ; c'est un véritable moyen de contrôle et de chantage à l'égard des pays qui veulent s'équiper en matériel nucléaire.

Comores : plainte contre la France à l'ONU

Le gouvernement des Comores a déposé une plainte devant le Conseil de Sécurité de l'ONU contre le référendum que le gouvernement français organise le 8 février dans l'île de Mayotte. Composé de quatre îles, la Grande-île la Petite Comore, Anjouan et Mayotte, l'archipel des Comores avait déclaré son indépendance l'été dernier. Cependant, le gouvernement français s'entête à conserver l'île de Mayotte, particulièrement importante du fait de sa rade qui permet le contrôle naval du détroit du Mozambique. C'est à cet effet qu'il organise le référendum, soigneusement truqué, de dimanche prochain.

Après la visite à Paris de Holden et Savimbi

Roberto Holden, chef du Front National de Libération de l'Angola (FNLA) et Jonas Savimbi, chef de l'Union pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA) sont passés chacun leur tour par Paris. Savimbi devait y rencontrer le chef de la CIA pour l'Afrique rapportent certaines informations. Savimbi et Holden viennent tous deux à Paris dans l'espoir d'y trouver des armes quand leurs mouvements sont dans une grande difficulté sur le terrain. Au moment où le congrès américain a refusé tout crédit pour l'Angola, le gouvernement français offre son aide aux mouvements que Giscard et Ford ont soutenu ensemble de manière ouverte, au moins depuis la visite de Giscard au Zaïre au cours de l'été.

ANGOLA

Americains et soviétiques en difficulté

Les dernières nouvelles du conflit angolais donnent des indications sur les limites que rencontre l'intervention soviétique d'un côté, américaine de l'autre, devant le poids des facteurs internes au pays.

LES USA EN ECHEC ?

Depuis maintenant plusieurs semaines, l'aide soviétique massive a permis au MPLA de porter des coups militaires importants aux mouvements rivaux soutenus par les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux, dont la France. Le FNLA a été largement chassé de ses bases du Nord du pays ; et au Sud, les zones tenues par l'UNITA sont aujourd'hui l'objet d'une offensive du MPLA et des Cubains qui remportent d'indéniables succès.

A l'origine de ces victoires du MPLA, trois facteurs. D'une part, les hésitations américaines ; tandis que l'exécutif organisait l'intervention, une autre tendance, retranchée pour le moment dans les instances parlementaires, s'opposait au déblocage des crédits. D'autre part, l'Union Soviétique, de son côté, n'a pas manifesté

une seconde d'hésitation à alimenter la guerre angolaise. Enfin, le degré d'organisation et de cohésion interne du MPLA semble lui avoir permis d'utiliser effectivement ces facteurs favorables, tandis que ses rivaux ne profitaient que faiblement de l'appui reçu de l'ouest.

Les Etats-Unis se trouvent ainsi placés dans une position difficile : ceux sur qui ils misaient ne se sont pas, jusqu'ici, montrés en mesure de tenir le choc. Aussi un double mouvement se dessine de leur côté ; d'une part, ils maintiennent leur soutien au FNLA et à l'UNITA ; des mercenaires sont recrutés à la hâte, à Londres et à New-York, pour aller renforcer le FNLA au Zaïre, et l'Afrique du Sud maintient ses troupes sur le territoire angolais, prêts à intervenir à nouveau dans les combats. D'un autre côté, certaines sociétés US, dont la Gulf Oil, qui exploite le pétrole de

Cabinda, commencent à prendre langue avec le MPLA, tandis que Kissinger déclare que « la véritable tragédie de l'Angola n'est pas la victoire du MPLA ». Au cas où l'UNITA et le FNLA s'effondreraient définitivement, les Etats-Unis s'apprentent donc à reprendre la bataille pour le contrôle sur un autre terrain : celui de la lutte d'influence au sein même du MPLA.

L'URSS AU PIED DU MUR

Jeudi 29 janvier, un éditorial des Izvestia paraissait à Moscou. Il y était affirmé que l'URSS « ne s'est pas opposée et ne s'oppose pas à la recherche d'un règlement négocié en Angola » et qu'elle « approuve les actions qui contribueraient à la consolidation de toutes les forces patriotiques ». Compte tenu des attaques répétées par ailleurs contre le FNLA et l'UNITA, cette déclaration poursuit évidemment un but de propagande : il s'agit de donner de Moscou une fausse image de défenseur, non seulement de l'indépendance mais aussi de la paix.

Cependant, la victoire même du MPLA, si elle se confirme, va poser au Kremlin des problèmes que cette déclaration pourrait bien viser à régler. En effet, jamais, pendant la lutte pour l'indépendance, le MPLA n'est parvenu à asseoir son autorité sur l'ensemble du territoire national. Une victoire militaire même ne lui permettrait pas forcément aujourd'hui de le faire de manière stable : ne parle-t-on pas, tant du côté de l'UNITA que du FNLA, de changer de tactique, et de passer à une phase de guérilla ? Les contradictions eth-

niques que ce mouvement n'a jamais réussi à résoudre pourraient constituer une base réelle pour le développement d'un tel genre de combats. Aussi pourrait-on en venir, à Luanda, à admettre la participation, sinon de l'UNITA en tant que telle, du moins de certaines de ses forces, à un gouvernement de coalition à dominante MPLA ; ce serait alors la condition pour rallier au pouvoir central les Umbundus, ethnies majoritaires dans le pays, et où seule l'UNITA se trouve implantée jusqu'ici.

Quel que soit, de part et

d'autre, l'avenir des nouvelles manœuvres qui se dessinent, elles révèlent les limites tant des Etats Unis que de l'Union Soviétique. Au moment où on fera les comptes, les dollars et les roubles, les mercenaires cubains et sud-africains, s'avèreront impuissants à régler les problèmes : les facteurs internes reprendront leurs droits. Tôt ou tard, ils finiront par prendre la forme d'une volonté générale du peuple d'en finir avec l'intervention impérialiste, qu'elle vienne de l'Ouest ou de l'Est.

Jean LERMET

Depuis quelques jours, la marche en avant des troupes du MPLA semble avoir raison de la résistance du FNLA et de l'UNITA. Au Nord, depuis la chute d'Ambriz, la base de leur état-major, les troupes du FNLA n'ont pu livrer de combat de grande envergure. Au Sud, où la semaine dernière, les troupes de l'UNITA semblaient mettre sur pied une importante contre-attaque, les troupes du

MPLA avancent également. Après avoir pris le port de Novo Redondo à 200 kilomètres au sud de Luanda, les forces du MPLA ont gagné vers le sud en direction du port de Lobito. Une colonne du MPLA et de soldats cubains se dirige également vers ce port venant de l'ouest. A l'est, le quartier général de l'UNITA, Lusó, est le but d'une offensive, menée à partir de Teixeira da Sousa, à 15

kilomètres de la frontière du Zaïre, ville à partir de laquelle le MPLA contrôle la voie de chemin de fer. D'après une correspondance britannique, le FNLA comme l'UNITA « manque à l'heure actuelle à peu près de tout ». Sur le terrain, le MPLA a brisé la grande offensive contre Luanda lancée à la veille du 11 novembre, dont les troupes sud-africaines étaient l'un des éléments essentiels.